



UNION EUROPÉENNE – ALGÉRIE: UNE COOPÉRATION DU CAPITAL HUMAIN



EU NEIGHBOURS
south

UNION EUROPÉENNE - ALGÉRIE: UNE COOPÉRATION DU CAPITAL HUMAIN

Délégation de l'Union européenne en Algérie

Domaine Benouadah, Rue du 11 Décembre 1960 El Biar, Alger
delegation-algeria@eeas.europa.eu



©Union européenne, 2019

La réutilisation est autorisée à condition que la source soit reconnue. La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/EU (OJ L 330, 14.12.2011, p. 39).

Pour toute utilisation ou reproduction de photos ou autre matériel non soumis au droit d'auteur de l'Union européenne, veuillez demander l'autorisation directement aux détenteurs du droit d'auteur.

Images: ©Union européenne
Imprimé en Algérie

TABLER DES MATIERES

	Introduction	4
	A Laghouat: la Kheïma des mille métiers redonne espoir aux artisanes	6
	Jumelage institutionnel France-Algérie pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap	10
	10e anniversaire de la coopération Algérie-Union européenne en matière pénitentiaire	16
	Concours de photographies #EU4YOUth "Shoot & Share" Manal Benani et Tarek Lezzar, deux lauréats aux talents multiples	20
	Jumelage pour l'appui au renforcement des capacités de la protection civile algérienne	22
	Développement de clusters dans les industries culturelles et créatives dans le sud de la Méditerranée	28
	Promouvoir la culture du vivre-ensemble	32
	Bejaia: mon village, ma réussite!	36
	Tateh, l'éco-bâisseur de la Hamada	40
	Sharek: Accompagner la dynamique jeunesse	44
	CCJ d'Akbou: Quand jeunesse peut!	48
	La réhabilitation du patrimoine au service de l'employabilité et de l'insertion	52

INTRODUCTION

Investir pleinement dans l'éducation et miser sur le savoir comme un levier de développement accessible à tous sont des priorités sur lesquelles s'accordent l'Union européenne et l'Algérie depuis des années. En outre, pour les deux parties, il est évident que le développement durable passe inéluctablement par l'amélioration de l'accès à l'éducation - à tous les niveaux et pour les générations futures. Grâce à cette dynamique, de nombreux projets de coopération ont pu être engagés dans ce domaine, avec des milliers de bénéficiaires à travers toute l'Algérie et des résultats tangibles.

L'Algérie, partenaire stratégique de l'UE

Plus grand pays d'Afrique de par sa superficie, bénéficiant d'une situation géographique stratégique et d'une dynamique sociale prometteuse, l'Algérie est un partenaire clé pour l'Union européenne. Depuis une quarantaine d'années, des liens forts se sont tissés à travers une coopération plurielle et durable dans divers domaines essentiels, portée par des acteurs engagés. Une synergie concrétisée en 1976 par la signature de l'Accord de coopération et l'ouverture de la Délégation de l'UE en Algérie en juillet 1979. Depuis, de très nombreux projets ont ainsi été financés par l'UE en appui aux réformes engagées par le pays dans son processus de développement et de modernisation et ce, à travers le renforcement de ses institutions et un appui constant des organisations de la société civile locale.





Axes de coopération et stratégies futures

La coopération Union européenne - Algérie repose sur des thématiques d'intérêt national et régional, conçue pour promouvoir la coopération interétatique dans des domaines d'intérêt mutuel.

En 2002, un Accord d'association a été signé entre les deux parties et ce dans le cadre du processus de Barcelone en vue du développement des relations de coopération avec les pays Sud Méditerranéens.

Depuis 2017, la coopération bilatérale se décline à travers de nouvelles priorités de partenariat. Cinq axes majeurs ont été définis:

- le dialogue politique, la gouvernance, l'Etat de droit, la promotion des droits fondamentaux;
- la coopération, le développement socio-économique, les échanges commerciaux;
- les questions énergétiques, l'environnement et le développement durable;
- le dialogue stratégique et sécuritaire;
- la migration, la mobilité et enfin de la dimension humaine.

En parallèle, de nouvelles pistes sont continuellement explorées et de nouveaux objectifs communs identifiés afin de renforcer encore plus ce partenariat solide et pérenne. Une stratégie dynamique qui se veut garante de la stabilité et de la prospérité aussi bien en Algérie que dans toute la région méditerranéenne.

Le capital humain, facteur clé de la coopération UE - Algérie

Au delà de la coopération institutionnelle, sociopolitique et économique, les projets conjoints, financés par l'UE et menés en Algérie, reposent sur un facteur essentiel: l'humain. Au cœur de cette dynamique, des jeunes et des moins jeunes, des hommes et des femmes dont la vie a été positivement impactée par ces initiatives. Ayant bénéficié de formations, d'appui financier et d'accompagnement pour la mise en place et la croissance de leurs projets, ces citoyens ont acquis leur indépendance économique et se sont garantis une vie digne et prospère. De la coopération UE - Algérie et de ces projets conjoints découlent d'intéressantes aventures humaines qui traduisent, de manière concrète, une réelle volonté de changement, de développement et de réussite.

A Laghouat, la Kheïma des mille métiers redonne espoir aux artisanes

C'est à Laghouat, située en plein cœur du Tell algérien, que des femmes ont pris en main leur destin grâce au Programme européen d'actions pilotes pour le développement rural et l'agriculture (PAP ENPARD). Riches de leur savoir-faire ancestral dans bien des domaines, ces artisanes ont fait de cet héritage un gagne-pain pour garantir leur indépendance financière et s'assurer une vie digne. Au cœur de ce réseau féminin, Dalila Belmecheri, une femme entrepreneure qui a eu les moyens et surtout l'audace de concrétiser son projet solidaire.

La Kheïma des mille métiers



Le Tell est une bande steppique qui barre l'Algérie d'Est en Ouest, en séparant le Sahara des massifs montagneux du Nord. Les étés y sont secs et rudes et les habitants du Tell ont pris l'habitude de se réfugier sous une grande tente de poils de chèvre, la "kheïma". C'est donc tout naturellement que le choix de ce symbole local s'est imposé à Dalila lorsqu'elle a créé son association dédiée à la valorisation de l'artisanat des femmes rurales de sa région: la Kheïma des mille métiers. *« J'ai fait référence à mille métiers car chaque femme de notre région maîtrise au moins 10 savoir-faire. Donc si on a 100 artisanes dans 10 communes, on pourrait atteindre 1000 métiers »*, explique Dalila en posant fièrement devant ses réalisations dont certaines datent de son plus jeune âge. Si son parcours professionnel est riche et diversifié, c'est finalement dans la promotion du riche patrimoine de sa région qu'elle a décidé de s'engager pleinement.

« Ma première expérience remonte à l'année 2017 à Lalmaya, petite oasis située au Sud-ouest de la wilaya de Laghouat. A l'occasion du mois du Patrimoine, j'ai organisé une exposition de produits traditionnels. J'y ai exposé mes produits ainsi que ceux d'autres artisanes du village. Ça a été une véritable réussite! » La jeune femme ne le savait pas encore mais cette initiative répondait parfaitement aux objectifs du programme PAP ENPARD en matière de promotion de la femme rurale.

Savoir-faire, qualité et authenticité

Pour Dalila, ce Programme a posé de nouveaux jalons pour le développement rural dans la wilaya de Laghouat. Elle déclare: *« Il y a eu une véritable prise de conscience, une nouvelle façon de voir les choses. La richesse de notre patrimoine peut créer de nouvelles opportunités économiques pour peu que nous prenions la peine de la valoriser. »* La présidente de la Kheïma des mille métiers ajoute: *« Qui aurait cru qu'un jour, il serait possible, pour nous, de vendre des produits qui orneront des maisons hors de nos villages et de notre région? Mon rêve aujourd'hui est de voir les produits de Laghouat se vendre dans les plus grandes capitales. Les femmes de ma région font des merveilles. A nous de savoir mettre en valeur leurs créations et d'accéder à de nouveaux marchés! »*

Perfectionniste, Dalila mise sur le savoir-faire authentique des artisanes qu'elle sélectionne rigoureusement pour s'assurer de la qualité de leur travail. Concernant les tapis par exemple, elle affirme:

“ Le design reste très important. Mes clients veulent avoir un vrai tapis algérien qui comporte des symboles ancestraux. Ils privilégient les tons clairs pour pouvoir l'accrocher au mur. Pour ma part, je fais en sorte de répondre aux demandes tout en m'assurant que les tapis gardent un caractère propre à la région de Laghouat. ”

Une ruche d'artisanes

Pour réussir son pari et faire prospérer son projet solidaire, Dalila Belmecheri s'est entourée d'artisanes douées et dévouées dans divers domaines. Dounia, spécialiste de la préparation des grains de couscous, Achoura et Khedidja pour qui la laine et le tissage de tapis n'ont aucun secret mais aussi Chaïaa, présidente de l'association féminine Nour de Taouila, reconvertie en apicultrice ainsi que Meriem la spécialiste des confitures ou encore Oum el Kheir qui fabrique des objets décoratifs multicolores en alfa, plante steppique aux usages multiples. Toutes ont acquis leurs savoir-faire dès leur plus jeune âge grâce à leurs mères, tantes et grand-mères.

Dalila aussi a reçu de précieux enseignement de sa mère Aïcha, la confiance en soi et l'amour du patrimoine. Elle confie : « *C'est elle qui m'a donné envie de m'intéresser à notre culture et à l'artisanat de la région de Laghouat. C'est également elle qui m'a encouragé à aller vers les artisanes et à m'engager dans le monde associatif* ». De village en village et de rencontre en rencontre, la jeune femme porte son projet à cœur et ne lésine pas sur les efforts pour réussir. De Tedjrouna à Tadjemout en passant par Taouila ou encore Lalmaya, Dalila sillonne la wilaya de Laghouat afin de renforcer son réseau de femmes artisanes et diversifier son offre. Car bien plus qu'un projet individuel, la Kheïma des mille métiers est une courageuse aventure humaine à succès, concrétisée grâce au programme de l'Union européenne, PAP ENPARD. Le Programme vise à renforcer les capacités de porteurs de projet en zones rurales pour valoriser les ressources et productions locales.

« L'association a été créée dans le cadre de ce programme. Dalila a bénéficié d'une centaine de journées de formation et d'accompagnement par une dizaine d'experts algériens et européens en matière de gestion associative, d'entrepreneuriat rural, d'animation territoriale, de communication et de plaidoyer. »



En parallèle, nous l'avons accompagnée dans la constitution de son réseau de femmes artisanes », affirme Sid Ali Touati, Chef d'antenne du PAP ENPARD de la wilaya de Laghouat. Dalila a également reçu des enseignements théoriques et pratiques en ingénierie pédagogique et de formation pour pouvoir transmettre savoirs et savoir-faire à d'autres membres de l'association.

PAP ENPARD, valorisation des zones rurales

En plus de l'association Kheïma des mille métiers, le programme a permis la création de l'association agro-écologique de wilaya "El Ghouta", chargée de préserver et de promouvoir le riche patrimoine agricole de Laghouat. Deux associations d'apiculteurs professionnels ont également été créées dans les communes de Bennacer Benchohra et Ksar el hirane.

Les présidents des deux associations "Keïma des mille métiers" et "El Ghouta" participent au processus de formation en tant que Conseillers en Développement Territorial (CDT). En plus des deux représentants du mouvement associatif, il y a dix autres CDT en cours de formation à Laghouat et représentant l'administration locale: 3 de la conservation des Forêts, 2 de la direction de l'Agriculture, 2 de la direction de la Formation professionnelle, 2 de la direction du Tourisme et de l'artisanat et 1 de la Chambre d'agriculture. « *Nous avons organisé plusieurs rencontres de coordination entre l'ensemble des CDT. L'objectif étant de parvenir à travailler dans un cadre concerté pour traiter les différents dossiers au niveau de la wilaya de Laghouat. Le développement rural doit être traité dans un cadre intersectoriel. C'est justement un des aspects les plus importants du PAP ENPARD* », précise le chef d'antenne.

Le PAP ENPARD a ciblé quatre wilayas: Laghouat, Sétif, Tlemcen et Aïn Temouchent. Doté d'un budget de 20 millions d'euros, le programme doit être clôturé en novembre 2019. Pour ce qui est de la wilaya de Laghouat, Sid Ali Touati indique que les objectifs sont à un taux appréciable. « *Ils seront atteints, voire dépassés pour certains.* »



Plus
d'informations

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)





Jumelage institutionnel France-Algérie pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap

Lancé en janvier 2017, le Jumelage institutionnel France-Algérie "d'Appui au renforcement des capacités du Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme (MSNFCF) dans sa stratégie globale pour favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap dans le monde du travail" doit prendre fin en janvier 2019. Doté d'un budget de l'Union européenne de 1,2 million d'euros, ce projet a permis aux autorités algériennes de bénéficier d'un appui technique dans la promotion du droit au travail des personnes en situation de handicap.

Impulser un changement de paradigme pour un accès équitable au monde du travail

Droit dans ses bottes blanches, Ryadh est fier de montrer la roseraie de l'hôpital Frantz Fanon. La structure hospitalière qui porte le nom du célèbre psychiatre anticolonialiste se situe à Blida, à 50 km au sud d'Alger, dans la plaine de la Mitidja. Ryadh souffre de troubles psychiatriques depuis son plus jeune âge mais sa maladie ne l'empêche pas de venir régulièrement travailler dans les serres de roses installées sur un lopin de terre mis gracieusement à la disposition de l'Association de Blida d'aide aux malades mentaux (ABAMM).

« J'aime venir ici cultiver les roses et m'occuper des oliviers. Je me lève tôt pour prendre le bus et quand il pleut, comme aujourd'hui, je prends avec moi mon parapluie », explique Ryadh sous l'œil bienveillant du docteur Nasr-Eddine Saoudi, secrétaire général de l'ABAMM et directeur du futur Centre d'Aide par le Travail Expérimental (CATEX).

« Ryadh fait partie d'un groupe d'une dizaine de patients prenant part, durant la semaine, à des activités agricoles dans un cadre protégé. Le fait qu'il puisse venir seul jusqu'ici démontre qu'il a acquis une certaine autonomie grâce à l'ergothérapie », souligne le Dr Saoudi.

Voilà plus de 15 ans que cette association apporte aide et assistance aux malades mentaux et à leurs familles.

Grâce au Projet de jumelage institutionnel France-Algérie financé par l'Union européenne destiné à "l'Appui au renforcement des capacités du Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme (MSNFCF) dans sa stratégie globale pour favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap dans le monde du travail", l'ABAMM a pu prendre part à une expérience unique en Algérie en termes d'employabilité de personnes handicapées.



Sur les traces de Fanon

Les roses cultivées par les patients sont vendues dans un petit kiosque situé à l'entrée de l'hôpital. Lorsqu'elles ne trouvent pas preneur, il arrive que les fleurs soient jetées. C'est ainsi que le docteur Françoise Jay-Rayon, conseillère du Jumelage pour la partie française, a eu l'idée de créer une activité économiquement rentable en milieu protégé au profit de personnes en situation de handicap. « *Dans quelques temps, des roses de Damas pousseront dans ces serres et leurs pétales serviront à produire de l'huile essentielle de rose. Frantz Fanon a voulu faire sortir les malades mentaux de l'hôpital. Quant à nous, nous avons réussi à faire entrer le monde de l'entreprise dans l'hôpital. Le 8 octobre 2018, les membres du Club des entrepreneurs de la Mitidja ont participé à une rencontre au sein de l'établissement hospitalier. Démontrer aux chefs d'entreprises que les personnes en situation de handicap peuvent travailler est le plus bel hommage que nous pouvons offrir à la mémoire de Frantz Fanon* », note le Dr Jay-Rayon avec un large sourire.

En quelques semaines, les initiateurs du Centre d'Aide par le Travail Expérimental ont réussi à trouver la formule appropriée pour lancer le challenge. Fonctionnaires, médecins, experts et membres de l'association se sont attelés à prouver que la future activité économique n'était pas en contradiction avec les textes en vigueur et que tous les moyens seraient mis en œuvre pour permettre aux anciens patients de travailler dans de bonnes conditions et devenir des travailleurs rémunérés, cotisant pour leur retraite. Pour ce faire, ils ont appliqué une convention expérimentale élaborée par deux experts du Jumelage. Le document vise à permettre la création d'un Centre d'Aide par le Travail dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de la Solidarité nationale, le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnel et la Direction de l'Action Sociale et de la Solidarité (DASS).



Il a ensuite fallu intéresser une entreprise prête à relever le défi. « *Nous avons pris attache avec un jeune entrepreneur qui produit des huiles essentielles certifiées bio. Ce chef d'entreprise a immédiatement accepté notre proposition de cultiver les rosiers dans l'enceinte de l'hôpital avec des personnes en situation de handicap. Il a même dessiné, lors de la première rencontre, le flacon et le packaging de la future huile essentielle de roses avec la mention: "huile fabriquée par des personnes en situation de handicap". Il est conscient et fier de la valeur ajoutée que peut représenter une telle mention* », indique le Dr Jay-Rayon.

Médecin inspecteur général de santé publique en France, elle estime qu'il sera nécessaire de protéger les droits des futurs travailleurs.

Il faut garder à l'esprit que les intérêts financiers sont énormes car l'huile essentielle de roses sera exportée et ce produit coûte très cher,

explique le Dr Jay-Rayon.

Et pour rester pleinement dans l'esprit de Fanon, elle a également proposé de réhabiliter le fameux café Maure, lieu de socialisation créé durant les années 50 par le psychiatre militant. L'objectif est de le transformer en véritable pôle culturel, un espace ouvert aux artistes, symbolique d'une société inclusive que les suites données au projet de Jumelage pourraient permettre de commencer à construire.

Nasr-Eddine Saoudi, le futur directeur du CATEX est parfaitement conscient de la tâche qui l'attend. « *Nous avons la chance d'entretenir d'excellentes relations avec la direction de l'hôpital. A ce titre, nous venons d'obtenir un document officiel qui atteste la mise à disposition du terrain agricole au profit de l'association et du CATEX* ».

Intersectorialité et partenariat tous azimuts

Les activités en cours à Blida ne représentent qu'une des nombreuses actions du Jumelage institutionnel, doté d'un budget de l'Union européenne de 1,2 million d'euros et qui doit prendre fin en janvier 2019 après deux années d'activité. Ali Zerrougui Nabaoui, directeur de la Prévention et de l'insertion des personnes handicapées au ministère de la Solidarité nationale et Chef de Projet du Jumelage pour la partie algérienne, souligne que la question de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap doit se faire dans le cadre d'une intersectorialité et en étroite collaboration avec le mouvement associatif.

« *Le traitement de cette problématique devait se faire dans un cadre global, avec tous les départements ministériels concernés par cette question. Au terme de ce projet de Jumelage, nous connaissons aujourd'hui la nature de nos faiblesses et les réformes à mener pour y remédier. Ces faiblesses sont d'ordre juridiques et organisationnels en plus d'un manque évident de compétences dans certains domaines. Les experts engagés dans le Jumelage ont également travaillé en étroite collaboration avec la société civile qui est un acteur central dans l'action de réinsertion* », précise Ali Zerrougui Nabaoui.



Le travail entre les différents départements a été facilité par la présence de “points focaux” chargés des questions de handicap dans presque tous les ministères du gouvernement algérien. « *Nous avons découvert qu'en Algérie, il existe un point focal handicap dans chaque département ministériel. C'est une organisation absolument extraordinaire que nous ne connaissons pas en France* », reconnaît Dr Jay-Rayon. Le Jumelage institutionnel s'est alors attelé à organiser des rencontres entre ces fonctionnaires afin de faciliter la concertation intersectorielle.

Par ailleurs l'interaction avec le mouvement associatif a nécessité “une approche spécifique” du fait du manque de maîtrise de la réglementation par bon nombre d'associations. Dr Jay-Rayon fait état de “fausses rumeurs” concernant l'interdiction d'accès au monde du travail dont feraient l'objet certaines catégories de personnes en situation de handicap. Elle explique: « *Une experte travaillant avec des associations membres du Conseil National des Personnes Handicapées s'est vu dire qu'en dépit des agréments des Centres d'aide par le travail (CAT), les personnes en situation de handicap, souffrant notamment de troubles mentaux, n'ont pas le droit de travailler. Nous étions dans une situation très inconfortable car la réinsertion professionnelle, menée en partenariat avec le tissu associatif, représente un axe important de notre projet. Fort heureusement, M. Nabaoui a démenti ce que nous considérons être une “fausse rumeur”.* »

Les associations partenaires estimaient que les personnes avec lesquelles elles travaillaient étaient tellement mises à l'écart qu'elles en déduisaient qu'elles n'avaient pas droit au travail. C'est la raison pour laquelle, « *nous devons opter pour un changement de paradigme et expliquer qu'aucun texte n'interdisait aux personnes en situation de handicap de travailler et de sortir progressivement de l'assistanat* ».

Le travail fourni au quotidien par Ryadh et ses camarades dans la roseraie de l'hôpital Frantz Fanon est un démenti concret à cette "fausse rumeur".

Le Jumelage institutionnel a également permis de poser les jalons d'un partenariat entre le monde de l'entreprise et les différents acteurs institutionnels chargés de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. Un "Mémorandum d'entente sur l'emploi des personnes handicapées" a été élaboré grâce à l'accompagnement d'experts engagés dans le Jumelage. L'article 6 de ce texte stipule que les entreprises signataires "manifestent de manière claire leur engagement à favoriser l'accès au travail des personnes handicapées".

“ Neuf organisations patronales en plus de la Centrale syndicale ont fait part de leur intérêt pour cette initiative. Ce mémorandum est assez souple pour permettre de trouver des solutions en concertation directe avec tous les acteurs,
explique Ali Zerrougui Nabaoui.

Harmonisation

Une stratégie globale visant à favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap dans le monde du travail doit nécessairement être adossée à un cadre juridique clair. Sur ce volet, la priorité a été donnée à la révision du texte régissant le Conseil national des personnes handicapées. Le nouveau texte aura pour effet de décentraliser la prise de décision à travers l'institution de représentations locales. Le décret régissant cet organe est actuellement en phase d'étude. « *Nous avons également décidé de créer un Organe national chargé de la promotion et de l'insertion des personnes en situation de handicap. La création de cette instance, qui fait aussi office de fonds, devrait être inscrite dans la loi de Finances 2020.* »



Mais c'est surtout la loi relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées qui nécessite un amendement en profondeur. Adoptée en 2002, soit quatre ans avant l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, cette loi algérienne ne répond pas aux principes de "pleine jouissance des droits humains fondamentaux par les personnes handicapées et leur participation active à la vie politique, économique, sociale et culturelle". En outre, la nouvelle loi devra interdire clairement toute discrimination fondée sur le handicap dans tous les domaines et notamment l'accès à l'emploi. « Cette révision est actuellement en cours et devrait être finalisée très prochainement », assure Ali Zerrougui Nabaoui.

Ce premier Jumelage institutionnel en faveur du ministère de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme s'est achevé fin janvier 2019. Pour Ali Zerrougui Nabaoui, il serait judicieux d'approfondir la coopération avec les pays de l'Union européenne dans le cadre d'un nouveau projet.

« Nous avons encore besoin d'une certaine expertise notamment dans la mise en place de l'Organe national chargé de la promotion et de l'insertion des personnes en situation de handicap. Nous pourrions également profiter de l'expérience européenne en matière d'aménagement des postes de travail au sein des entreprises. Cette activité nécessite de réelles compétences techniques car il faut adapter les moyens selon les besoins spécifiques de chaque personne en situation de handicap. »



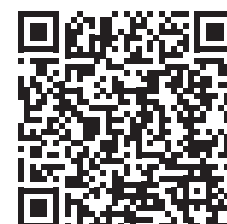
Ryadh, lui, se tient bien loin de tous ces changements juridiques et administratifs qui influenceront très bientôt sur son quotidien et sur celui des centaines de milliers de personnes en situation de handicap qui vivent en Algérie. Prochainement, son activité agricole lui permettra d'avoir un salaire, de vivre dignement en tant que citoyen à part entière et de continuer à être suivi par des professionnels de santé publique. Pour sa part, le Dr Jay-Rayon, native d'Alger, ne compte pas trop s'éloigner de la plaine de la Mitidja. Elle attend avec impatience d'humer les premières gouttes d'huiles essentielles de rose de l'hôpital Frantz Fanon.



**Plus
d'informations**

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)

[ALBUM FLICKR](#)





10e anniversaire de la coopération Algérie-Union européenne en matière pénitentiaire

L'Union européenne et l'Algérie ont célébré, en 2018, le 10ème anniversaire de leur coopération en matière pénitentiaire. A cette occasion, la direction générale de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion (DGAPR) a organisé une visite à la prison de Koléa, une des plus modernes du pays ainsi qu'à l'Ecole nationale des Fonctionnaires de l'administration pénitentiaire.

Koléa, bastion de la réforme carcérale



“Welcome”. La petite enseigne peinte à la main contraste étrangement avec l'austérité des lieux. Accrochée à de lourds barreaux d'acier, elle marque l'entrée du pavillon des femmes de la prison de Koléa, petite ville située à 40 km à l'ouest d'Alger. Les visiteurs du jour sont des représentants d'administrations pénitentiaires de pays européens et africains, des représentants de l'Union européenne, des membres du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et des journalistes. Ils entrent dans le pavillon et traversent un long corridor qui longe un terrain de sport en plein air.

Accompagnées d'une éducatrice, des détenues y pratiquent une activité sportive sur la pelouse synthétique. « *Le centre de détention dispose de plusieurs terrains de sports, un pour chaque pavillon* », indique Ahmed Chaouchi, directeur de l'établissement pénitentiaire. La délégation traverse un sas formé de deux lourdes portes blindées pour arriver dans l'espace carcéral réservé aux études et aux activités. Entre ateliers de coiffure, de broderie et de couture ou encore séances de lecture et d'alphabétisation, le programme de formation et d'enseignement est varié et adapté au niveau de chaque “résidente”.

La surveillante-chef de ce quartier précise: « *Notre objectif ne consiste pas seulement à meubler le temps de ces dames. Nous faisons également en sorte qu'elles acquièrent de nouvelles connaissances qui faciliteront leur réinsertion une fois sorties de prison.* » Les formations sont assurées par des professeurs détachés du ministère de la Formation professionnelle et les détenues se voient remettre des diplômes.

Par ailleurs, l'administration du Centre a institué une règle pour les inciter à la lecture: une récompense pour chaque livre lu.

Alors que des photographes prennent des photos et que le crépitement des flashes résonne, certaines prisonnières affichent leur gêne et baissent la tête, cherchant à fuir l'objectif des appareils photo. Un responsable du ministère de la Justice rappelle alors, à haute voix, l'instruction donnée aux photographes en début de visite: « *Il est interdit de prendre des photos de face. Nous devons préserver la dignité des détenues et de leurs familles.* »

“ Une fois la lecture d'un ouvrage terminée, une fiche de lecture doit être rédigée et remise à l'administration. Une fois validée, elle donne lieu à une permission pour les détenues qui y ont droit ou à la prolongation de la durée de la visite familiale, note le directeur.



La tournée se poursuit à l'étage supérieur. Un autre long couloir qui donne sur une série de dortoirs de 10 lits chacun. Au fond des dortoirs, l'espace sanitaire composé d'un lavabo collectif coincé entre un cabinet de toilette et un bac à douche. Ces chambres communes sont propres et sentent fort les produits d'entretien. Les effets personnels des détenues sont posés sur une petite étagère aménagée dans le prolongement de chaque lit. Savonnette, photos de proches, petits tableaux... L'histoire personnelle mais aussi l'intimité de chacune tiennent sur quelques centimètres carrés.

Crèche et nurserie

Les visiteurs empruntent un escalier pour descendre vers un lieu chargé d'émotion: l'espace réservé aux mamans et à leurs enfants. Les femmes qui accouchent ont le droit de garder leurs petits près d'elles pendant une période de trois ans. Les prisons nouvellement construites disposent d'une crèche et d'une nurserie pour permettre aux détenues de vivre leur maternité en milieu carcéral dans des "conditions correctes". Elles disposent d'un réfrigérateur, d'une machine à laver et de l'eau chaude. L'administration se charge de vacciner les enfants et de fournir le lait infantile et les couches. Une fois l'âge de trois ans atteint, les enfants sont remis à la famille ou placés dans des centres relevant du ministère de la Solidarité.

Philippe Le Maire, avocat général à la Cour de cassation de Paris fait remarquer qu'en France, la durée de garde de l'enfant par la mère détenue n'est que de 18 mois. « *En Algérie, la tradition veut que la mère allaite son bébé pendant deux ans. Par ailleurs, des études ont démontré que l'enfant a besoin de la présence permanente de sa maman au moins jusqu'à l'âge de trois ans* », répond Slimane Tiabi, directeur d'études à la Direction générale de l'administration pénitentiaire et Conseiller du Jumelage institutionnel Algérie-Italie-France financé par l'Union européenne destiné à "l'Appui au renforcement de l'administration pénitentiaire".



Expérience algérienne

Direction le pavillon des mineurs. Là aussi, les journées sont rythmées par les séances de lecture, les sessions de formation et les activités sportives. Dans une salle de classe, des jeunes suivent un programme d'alphabétisation. Selon des responsables du ministère de la Justice, le milieu carcéral offre, depuis la réforme, la possibilité aux détenus de décrocher le baccalauréat et de suivre des études universitaires. « *Les statistiques ont démontré qu'il n'y a eu aucun cas de récidive parmi les prisonniers qui ont décroché le bac.* »



Dans une autre salle, des jeunes jouent au billard et au baby-foot. A l'arrivée des visiteurs, ils cessent leurs activités. Certains acceptent de poser pour les photographes, de dos uniquement pour respecter l'instruction de la direction de la prison. Nombre d'entre eux ont été condamnés pour des délits liés à la drogue. Une situation qui a conduit l'administration pénitentiaire à organiser des campagnes de sensibilisation contre l'usage et le trafic de stupéfiants.

Pour Abdoulay Cherif Djorok, directeur de l'Administration pénitentiaire tchadienne, « *l'expérience algérienne est un exemple à suivre en matière de politique pénitentiaire* ». « *Durant mon séjour à Alger, j'ai eu l'occasion de voir des innovations et des concepts que nous pourrions appliquer au Tchad. Ceci est valable pour les conditions de détention et de réinsertion des détenus mais aussi pour le management des établissements. L'Etat tchadien est conscient de la nécessité d'améliorer les conditions de détention. Nous gagnerions à nous inspirer du modèle algérien* ». Selon lui, il serait possible d'engager un programme de transfert d'expérience dans le cadre d'une coopération triangulaire entre l'Union européenne, l'Algérie et le Tchad. « *L'UE est déjà engagée dans notre pays avec le Projet d'Appui à la Justice au Tchad (Prajust). Cette coopération tripartite pourrait accompagner le processus de réforme de l'administration pénitentiaire.* »

Les salariés en tenue moutarde

La visite se poursuit dans le quartier réservé aux ateliers où œuvrent, en journée, les détenus adultes. Dans ces lieux, la tenue jaune moutarde est de mise, obligatoire pour ceux qui ont été définitivement condamnés. Le premier atelier visité est une véritable petite usine de chaussures destinées aux personnels pénitentiaires. Les prisonniers ont le statut de salariés. Ils sont rémunérés par l'Office national des travaux éducatifs et d'apprentissage (ONTEA) qui revend ces chaussures à l'administration pénitentiaire.

La visite de l'établissement pénitentiaire prend fin au niveau de la salle de spectacles où des musiciens en tenue moutarde jouent Ya rayah (Toi qui t'en vas), une chanson algérienne rendue mondialement célèbre par Rachid Taha.

Philippe Le Maire livre ses premières impressions en sa qualité de représentant du groupement d'intérêt public français Justice Coopération Internationale qui a participé à la mise en œuvre du jumelage institutionnel financé par l'UE.

“ Ils ont droit à un salaire et à une assurance sociale. Leur argent est placé dans un compte. Ils peuvent en disposer librement pour acheter des effets personnels ou envoyer des mandats à leurs proches,

explique le directeur de la prison de Koléa.



« Ce que j'ai vu à Koléa m'a beaucoup impressionné. Cet établissement répond aux standards internationaux. Les conditions de détention sont aux normes. C'est le fruit d'un travail tout à fait remarquable accompli par nos amis algériens. Je n'ai certes vu que la prison de Koléa mais c'est toute l'administration pénitentiaire qui doit évoluer selon le modèle de cet établissement. »

Pôle d'excellence

La journée se poursuit à l'Ecole nationale des Fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, qui se situe elle aussi à Koléa. Inaugurée en 2015, l'ENFAP forme des agents, des sergents ainsi que des officiers pénitentiaires. Elle est chargée de mettre en place des programmes de formation continue dans diverses spécialités : gestion de la détention, greffe judiciaire, traitement des mineurs et des catégories vulnérables, réinsertion...

Considérée comme un pôle d'excellence, l'école a également joué un rôle important dans la mise en œuvre du Jumelage institutionnel Algérie-Italie-France "Appui au renforcement de l'administration pénitentiaire". Abdelhak Belamari, directeur de l'ENFAP, déclare à ce propos: « Nous avons accueilli plusieurs sessions de formation de ce programme initié par l'Union européenne, notamment en matière de management des établissements pénitentiaires, de planification des peines ou encore de catégorisation des détenus. »

Slimane Tiabi, directeur d'études à la direction générale de l'administration pénitentiaire et Conseiller du Jumelage institutionnel Algérie-Italie-France, estime que le processus de réforme engagé dans ce secteur et dont l'Union européenne a été un acteur important en termes d'accompagnement, a atteint ses principaux objectifs. « Le respect de la dignité humaine est aujourd'hui une garantie constitutionnelle. Le détenu qui a commis une infraction est poursuivi conformément à la loi. Même s'il se retrouve enfermé dans un établissement pénitentiaire, il garde toute sa dignité. Les droits fondamentaux des citoyens détenus sont donc garantis. On pense, à tort, que la prison est seulement un lieu d'enfermement et de privation de liberté. La prison d'aujourd'hui, ce n'est plus cela », insiste-t-il. Pour lui, les réformes engagées par l'Etat algérien « peuvent préparer la personne détenue à être réinsérée dans la société. »



Plus
d'informations

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



Concours de photographies #EU4YOUth "Shoot & Share" Manal Benani et Tarek Lezzar, deux lauréats aux talents multiples

Les deux lauréats algériens du concours Shoot & Share du projet EU Neighbours South ont plus d'une corde à leurs arcs. Manal Benani, 24 ans, qui achève des études de médecine, dispose d'un véritable talent d'oratrice. Tarek Lezzar, 31 ans, grand gagnant de ce concours, est avocat, professeur à l'École des beaux-arts de Constantine et photographe professionnel.

Au courant du mois d'avril 2018, le projet EU Neighbours South a lancé un concours de photographie pour les jeunes de 18 à 35 ans originaires d'Algérie, d'Égypte, de Jordanie, du Liban, de Libye, du Maroc, de Palestine et de Tunisie. Pour participer à #EU4YOUth "Shoot & Share", les jeunes devaient partager une de leurs photos illustrant comment l'Union européenne a positivement changé leur vie ou quel a été l'impact de l'UE sur leur communauté. En Algérie, les deux vainqueurs ont parfaitement répondu aux critères de sélection.

Porte-voix de la jeunesse

Honneur aux dames et donc à Manal Benani, qui a décroché la seconde place du concours! Originaire de Médéa, petite ville située à 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, Manal Benani obtient, en 2012, un baccalauréat scientifique avec brio, ce qui lui permet de s'inscrire à la Faculté de médecine de Blida (50 km d'Alger).

Très active, elle participe à des sessions de prise de parole en public et rejoint la section blidéenne de l'AISEC (Association des Intellectuels et des Étudiants en Sciences Économiques et Commerciales). En 2014, elle découvre, grâce à un membre du Croissant rouge, le programme Young Arab Voices mis en œuvre par la fondation Anna Lindh et le British Council et soutenu financièrement par l'Union européenne à hauteur de 3.3 millions d'euros.



Créé en 2011, Young Arab Voices permet à des jeunes de pays arabes d'engager des débats sur des questions d'actualité telles que la sécurité, la crise des réfugiés, le chômage des jeunes ou l'économie.

La photo gagnante de Manal Benani porte sur une compilation d'images au siège de l'ONU à New-York, devant le siège du Service d'action extérieure de l'Union européenne à Bruxelles ainsi que des images d'une activité de Young Arab Voices au Mali.

Son avenir, Manal le voit tout aussi passionnant que son présent. Dans quelques mois, elle aura achevé ses longues études de médecine et compte alors marquer une pause pour s'engager dans les rangs de l'ONG Médecins du Monde. « *Je veux participer à des actions humanitaires dans d'autres pays. Je prendrai ensuite le temps de finir mes études de médecine. Je rêve de devenir radiologue.* »

Zoom sur les dinandiers de Constantine

Place au vainqueur du concours “Shoot & Share”! Enfant de Constantine, ville située à 400 km à l’est d’Alger et connue pour ses ponts suspendus, Tarek Lezzar est un véritable homme-orchestre. Titulaire de deux baccalauréats, il obtient en 2011 une licence en Sciences juridique et administrative.

“ J’ai suivi des études de droit dans le but d’être avocat. Mais une fois mon Certificat d’aptitude à la profession d’avocat (CAPA) en poche, j’ai préféré m’orienter vers une carrière artistique,

indique Tarek Lezzar.

Après des débuts comme cadreur dans des émissions télévisées, il rejoint l’Université des Sciences en communication et l’Ecole régionale des Beaux-arts de Constantine où il officie en tant qu’enseignant en photographie. « Un jour j’ai été approché par un de mes étudiants en design qui travaillait sur un projet de l’Union européenne destiné à organiser la corporation des dinandiers de la ville de Constantine. Raja Fergani, coordinatrice locale du projet, était à la recherche d’un photographe professionnel pour photographier les produits réalisés par les artisans afin d’en faire un catalogue », souligne Tarek.

C’est ainsi que débute la coopération entre des artistes d’une même ville, un photographe et des artisans qui perpétuent une tradition ancestrale. « Je dois reconnaître qu’avant de prendre part à ce projet, je ne savais pas que des Constantinois maîtrisaient une technique aussi complexe et unique au monde de travail du cuivre. Comme tout le monde, je passais par le quartier des dinandiers sans savoir qu’ils produisaient de véritables trésors. »

Durant une année, Tarek Lezzar a pu immortaliser le travail des dinandiers en y apportant toute sa sensibilité. Ses photos ont été utilisées par la direction du projet pour réaliser le catalogue, le site internet ainsi que divers supports de communication. Et c’est avec quatre photos représentant deux générations d’artisans que le photographe a participé et remporté le premier prix au concours Shoot & Share du projet EU Neighbours South.

A travers ce concours de photographies, une initiative parmi tant d’autres, l’Union européenne réaffirme son intérêt pour les jeunes des pays de son voisinage. Quant à la campagne #EU4YOUTH, d’autres actions sont à prévoir puisque la campagne se poursuit jusqu’en 2020.

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



Plus
d’informations



Jumelage pour l'appui au renforcement des capacités de la protection civile algérienne

L'Algérie, la France et l'Espagne ont mis en œuvre un jumelage institutionnel pour "l'Appui au renforcement des capacités de la protection civile algérienne". Lancé en janvier 2017, pour une durée de deux ans, ce projet a bénéficié d'un budget de 1,5 million d'euros de la part du Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association (P3A) entre l'Algérie et l'Union européenne. Les résultats attendus de ce jumelage sont l'amélioration de la prévention des risques, le renforcement des capacités opérationnelles des équipes de la Protection civile, l'amélioration de la compétence et de la cohésion des équipes par des actions de formation adaptées ainsi que le renforcement des compétences logistiques en tenant compte des aspects environnementaux lors de la réduction des désastres. Ce projet permettra, entre autres, de poser les jalons du futur Centre national de plongée de la Protection civile.

L'école des plongeurs de l'extrême

Juillet 2018, Bouzedjar, petit port de pêche de la région de Ain-Temouchent, situé à 500 km à l'ouest d'Alger. L'unité de la Protection civile de cette localité s'est transformée en centre opérationnel pour une mission inédite: identifier des sites aquatiques afin de former de futurs plongeurs d'élite. Trois formateurs européens et 6 plongeurs algériens de haut niveau prennent part à cette activité inscrite dans le cadre du jumelage pour l'Appui au renforcement des capacités de la Protection civile algérienne, financé par l'Union européenne.

En ce début de juillet caniculaire, Bouzedjar accueille les premiers plongeurs algériens spécialisés en "surface non libre" (SNL), technique qui permet d'intervenir dans les grottes sous-marines et en milieu de spéléologie aquatique. Ces officiers sont appelés à devenir les formateurs du futur Centre national de plongée de la Protection civile.

La règle des tiers

Le hall d'entrée de l'unité a été transformé en salle de briefing. Au tableau, le lieutenant Hocine Fenane donne les instructions et présente le déroulé d'une plongée de reconnaissance. Objectif: visiter l'épave d'une frégate britannique coulée durant la seconde guerre mondiale. Les commandants de la Protection civile française Jean-Jacques Grenaud et Joël Auclair, ainsi que le commandant Victor Martin de la Guardia civile espagnole suivent avec attention les explications de l'officier algérien. Pour les trois formateurs européens, la conduite du briefing est un exercice d'apprentissage important. Il sera primordial lors de l'organisation d'une opération de secours.

“ Notre mission du jour consiste à nous rendre au niveau de l'épave pour une opération de reconnaissance et vérifier si le site peut ou non servir de lieu de formation pour les futurs élèves-plongeurs. Pour cette plongée, nous serons divisés en trois équipes de trois plongeurs chacune. Nous sommes tenus d'appliquer la règle des tiers qui consiste à conserver une quantité de gaz supérieure à celle utilisée pour l'aller-retour, comme marge de sécurité,

indique le lieutenant Fenane.

Malgré une forte houle, la mission se déroule sans encombre. En revanche, la frégate ne pourra pas servir de site de formation. Le commandant Jean-Jacques Grenaud, Référent national des activités aquatiques et Hyperbare de la Sécurité Civile et directeur du Centre national de sauvetage nautique de la Protection civile française, fait un rapide bilan de la plongée : « *Le bâtiment est trop abîmé. Il est impossible d'y entrer et de se déplacer dans les coursives. Une plongée "sous plafond" (autre nom de la SNL) ne sera pas possible pour former les futurs plongeurs dans ce site* », explique-t-il. Cependant, d'autres pôles d'entraînements aux missions spéciales ont été identifiés dans l'Ouest algérien durant cette activité, notamment à Oran pour les interventions dans les grottes sous-marines et à Tlemcen en milieu spéléo.

Le spectre de Tham Luang

Le commandant Grenaud travaille depuis une quinzaine d'années dans la mise en œuvre de plans de formation avec ses homologues algériens. « *La Protection civile algérienne a engagé un plan de développement ambitieux en matière de formation de ses cadres. L'objectif est d'aboutir à la création du Centre national de plongée, qui sera basé à Tipasa (75 kilomètres à l'ouest d'Alger) et qui se chargera de former des professionnels aptes à mener des opérations de secours dans différents types d'environnements. L'Algérie fait partie des pays de la Méditerranée et du continent africain qui ont pris conscience de l'importance de se doter d'unités de plongée de très haut niveau. Et cela va au-delà des principes de sauvetage, car en cas de catastrophe, ces professionnels devront également repêcher les corps des victimes. Sur les plans culturel et culturel c'est un principe essentiel pour permettre aux familles de faire leur deuil* », souligne le commandant Grenaud.



Hasard du calendrier, cette activité d'identification des futurs pôles d'entraînement aux missions subaquatiques s'est déroulée au moment même où un drame survenait en Thaïlande, à plus de 10 000 kilomètres de l'Algérie. Les treize enfants coincés, pendant deux semaines, dans la grotte de Tham Luang et leur sauvetage par une équipe de plongeurs spécialisés en surface non libre est venu conforter le judicieux choix de la Protection civile algérienne.

“ Ce qui s'est produit en Thaïlande est, certes, un événement exceptionnel du fait de son ampleur mais avec le développement du tourisme et l'engouement croissant pour la spéléologie, nous devons nous tenir prêts à faire face à toute situation d'urgence,

note le lieutenant Hocine Fenane.



Force 9

Etudiant en informatique de gestion, Hocine Fenane a quitté les bancs de l'université en 1992 pour rejoindre les rangs de la Protection civile. « *Mon pays traversait une période tragique à cause du terrorisme et je me devais de le servir* ». Enfant du quartier de Bab Djedid sur les hauteurs de la mythique Casbah d'Alger, il est orienté vers une unité de formation dès sa sortie de l'Ecole nationale de Bordj el Bahri.



Et c'est presque par hasard que le jeune officier découvre la plongée sous-marine lors d'un stage en 1998. « *J'avais trouvé ma voie ! Mais j'ai très vite compris que je devais être persévérant et poursuivre les cycles de formation car la plongée comporte une multitude de spécialités. J'ai donc intégré la Fédération algérienne de plongée pour obtenir mon certificat de moniteur et acquérir les qualifications nécessaires pour pouvoir accéder à certains niveaux de profondeurs sous-marine.* »

Le lieutenant Hocine ne tardera pas à mettre en pratique sur le terrain les connaissances acquises, à commencer par les terribles inondations de Bab el Oued, survenues en novembre 2001 et ayant fait plus de 700 morts. « *La configuration du terrain a fait que certaines parties basses du quartier étaient inondées durant plusieurs semaines. Nous faisons des plongées pour rechercher les corps des victimes. Nous étions au mois de Ramadan. Toute l'Algérie était en deuil. Ces moments ont été très difficiles pour tous* », avoue l'officier.

Hocine poursuit avec succès les cycles de perfectionnement notamment en France au sein de l'Institut national de plongée professionnelle (INPP) de Marseille. Référent national en plongée de la Protection civile algérienne, il a désormais le statut de Conseiller technique et de moniteur 3e degré, les rangs les plus élevés en Algérie.

Le lieutenant Fenane maîtrise parfaitement tous les aspects de son corps de métier: intervention, commandement et formation. « *En fait, la Protection civile a toujours eu des plongeurs aguerris dans ses rangs. Notre génération en est la digne héritière. Je pense que nos compétences sont largement reconnues par nos confrères étrangers.* » Mais pour lui, le véritable défi consiste à transmettre toute l'expérience acquise aux futurs plongeurs.

Centres spécialisés

Le médecin-commandant Habi Karim, en charge des missions spécifiques, souligne l'importance du Jumelage d'appui au renforcement des capacités des services de la Protection civile algérienne, notamment dans ses axes consacrés à la réalisation de pôles d'entraînement aux missions spéciales.



« La formation de nos plongeurs a débuté il y a plusieurs années grâce, notamment, à deux programmes de renforcement de compétences de nos experts par la Protection civile française (Fonds de solidarité prioritaire). Le jumelage avec les institutions française et espagnole, financé par l'Union européenne, nous permet aujourd'hui de poser les jalons du futur Centre national de plongée. Cela est également valable pour le Centre national de formation GRIMP (Intervention en milieu périlleux) qui sera installé à Tikhedja, dans le massif du Djurdjura. Nous voulons que ces deux centres deviennent des établissements de référence au niveau régional. »

L'entrée en fonction de ces deux centres permettra à l'Algérie de former des professionnels aptes à affronter un large spectre de risques. Un avis que partage le colonel Pierre Launay, conseiller-résident de jumelage (CRJ):

“ C'est un programme ambitieux initié par la Protection civile algérienne et que la France et l'Espagne sont chargées d'accompagner grâce à l'appui financier de l'Union européenne. Outre les aspects liés à l'entraînement aux missions spéciales, le jumelage compte 23 autres activités qui ont nécessité, durant ses deux années de mise en œuvre, la mobilisation de 140 experts européens.

Parmi les actions exécutées figurent la réalisation d'une étude comparative des textes réglementaires sur la prévention Algérie/UE, la rédaction du Référentiel national de dispositif prévisionnel de secours en Algérie, une étude sur l'Amélioration de la logistique médicale en temps de crise et présentation de la méthode européenne ainsi qu'un Guide d'évaluation du besoin d'aide humanitaire internationale.



Un des moments forts de ce jumelage a été l'EU-AL SEISMEX 2018, un exercice de simulation international qui a regroupé, du 14 au 18 avril 2018, la France, l'Espagne, la Pologne, l'Italie, le Portugal, la Tunisie et l'Algérie. 1000 hommes (300 internationaux et 700 algériens) ont fait face aux conséquences d'un séisme de magnitude 7 qui a frappé la région montagneuse de Bouira, située à 100 kilomètres à l'est d'Alger. Le scénario catastrophe a pris en compte tous les aspects d'intervention sur sept sites différents. Selon l'officier français, « cet exercice de grande envergure a permis de tester l'interopérabilité et la coopération entre toutes les parties lors d'un séisme de forte puissance. »

L'apport du P3A

Le colonel Launay, en sa qualité de CRJ, secondé par son assistante la capitaine Rachda Zikara de la Protection civile algérienne, est chargé des aspects administratifs et logistiques de ce jumelage.

« La mise en œuvre et le suivi nécessitent une mobilisation continue de notre petite équipe. C'est un travail passionnant qui exige un engagement permanent ainsi qu'une parfaite connaissance des spécificités de notre domaine d'activité », assure-t-il. Sans l'Unité de gestion de programme qui coordonne les actions avec toutes les parties, notamment, le Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association (P3A) entre l'Algérie et l'Union européenne qui est entré en vigueur 2005, rien ne serait possible.

Le financement du Jumelage est en effet assuré à hauteur de 1,5 million d'euros par le P3A. Géré par le ministère du Commerce algérien, « ce Programme a pour objectif d'appuyer l'administration algérienne et toutes les institutions contribuant à la mise en œuvre de l'Accord d'Association en apportant à celles-ci l'expertise, l'assistance technique et les outils de travail nécessaires pour le rapprochement des administrations. »

Au sein de la Délégation de l'Union européenne à Alger, ce Jumelage est cité en exemple en matière de mise en œuvre. « Nous sommes face à des parties qui font preuve de professionnalisme et de rigueur. Il existe une véritable coopération de pairs entre les professionnels des corps constitués », insiste Marco Sioli, chargé de programmes de coopération à la Délégation de l'Union européenne d'Alger. Selon lui, ce genre d'initiative a le mérite de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne et d'en faire un partenariat gagnant-gagnant. Jeudi 19 juillet, le Comité de pilotage s'est réuni pour dresser un bilan d'étape du Jumelage à six mois de sa clôture. « Les résultats sont particulièrement positifs et le calendrier des activités a été respecté », signale le médecin-colonel Sahraoui Ammari en précisant, avec le sourire, que des économies budgétaires ont même pu être réalisées.

Satisfecit également de la partie espagnole qui a mis en avant le partage d'expérience entre les experts espagnols et les membres de la Protection civile algérienne. « Un des points que nous aurons à discuter aujourd'hui est la possibilité d'obtenir une extension de la durée du Jumelage », note Mme Silvia Negro Alousque. Une requête qui devrait être acceptée par le P3A du fait de la disponibilité des fonds.

Une décision qui permettra notamment aux plongeurs d'élite de la Protection civile algérienne de renforcer leurs capacités dans le but de participer activement à la formation des futurs sauveteurs de l'extrême.



Plus
d'informations

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)

[ALBUM FLICKR](#)



Développement de clusters dans les industries culturelles et créatives dans le sud de la Méditerranée

Lancé en 2014, le projet régional de “Développement de clusters dans les industries culturelles et créatives dans le sud de la Méditerranée”, co-financé par l’Union européenne et l’Agence italienne de coopération au développement, donne un nouveau souffle à l’artisanat de la dinanderie à Constantine. Mis en œuvre par l’Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), ce cluster est le résultat d’une étroite collaboration entre le gouvernement algérien, les collectivités locales, des universitaires et les artisans dinandiers.

Les dinandiers de Constantine s’ouvrent à de nouveaux horizons



C’est à la force du maillet et du ciseau que Chamia Makhzer, 57 ans, s’est taillé une place dans le monde masculin des dinandiers de l’antique Cirta. Mère de 4 enfants, Chamia a longtemps réalisé de petits accessoires destinés aux mariées avant de se lancer dans le travail du cuivre.

« Je me suis inscrite en 2013 à une formation de dinanderie organisée par la chambre de l’Artisanat et des métiers de Constantine. J’étais la seule femme de la promotion. Au début, les hommes étaient plutôt étonnés de me voir participer aux cours et aux stages de perfectionnement. Pour moi, c’était un véritable challenge et j’estime l’avoir remporté », dit-elle en martelant des écailles de truites, un des symboles de la ville de Constantine, sur une pièce de cuivre rouge. Chamia n’a pas d’atelier. Lorsqu’elle a des commandes, elle se rend au Bardo, le quartier des dinandiers, pour les réaliser chez un des artisans. « Ils sont devenus ma deuxième famille. Certains m’offrent même la possibilité de travailler avec leurs outils. Mon rêve serait d’avoir mon propre atelier, d’être totalement indépendante et de pouvoir transmettre mon savoir à d’autres femmes », note-t-elle en souriant.

Un art plusieurs fois centenaire

Depuis 2014, l’art traditionnel de la dinanderie connaît une véritable révolution grâce au projet de “Développement de clusters dans les industries culturelles et créatives dans le sud de la Méditerranée”. Co-financé par l’Union européenne et l’Agence italienne de coopération au développement à hauteur de cinq millions six cent mille euros pour l’ensemble des pays de la rive Sud de la Méditerranée, ce projet a été mis en œuvre par l’ONUDI et le gouvernement algérien.

« Nous sommes face à des dinandiers qui maîtrisent un art plusieurs fois centenaire. Chaque pièce est unique car totalement fabriquée à la main. Mais il était important d'intervenir de sorte qu'ils acquièrent des compétences en matière de design et de marketing », explique Nacerdine Benarab, directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers de Constantine. Selon lui, le projet de cluster est une véritable aubaine.

“ Par le passé, nous avons lancé d'autres programmes, notamment celui dédié à la création de 'Systèmes productifs locaux', également initié par l'Union européenne. Le concept de cluster intervient donc dans la continuité des précédentes actions. Nous sommes passés à un niveau supérieur afin de répondre aux attentes des artisans et de mettre en valeur leur savoir-faire,

raconte Nacerdine Benarab.

Merveilleuse Cirta

Cette opportunité, les dinandiers du Bardo ont été nombreux à la saisir. A l'instar de Messaoud Lecheheb, Charif pour ses amis, un des plus jeunes artisans de Constantine. Agé de 37 ans, cet artiste autodidacte a très vite compris que la créativité était une valeur qui lui donnerait accès à une clientèle plus large, notamment au niveau international. On retrouve d'ailleurs sa touche unique dans certaines pièces d'art réalisées dans le cadre de la collection Merveilleuse Cirta qui a mis en avant l'histoire de la ville à travers les influences berbère, romaine, arabo-islamique et ottomane.

« J'ai collaboré avec des designers pour fabriquer les pièces de cette collection présentée en Europe. Je fabrique depuis mon plus jeune âge des ustensiles et des objets décoratifs pour une clientèle locale. Mais cette fois, j'ai travaillé avec des professionnels pour développer des produits destinés à une clientèle particulièrement exigeante », reconnaît Charif. Cette méthode de travail a permis de créer un partenariat avec des designers algériens et étrangers et de renforcer les liens entre les artisans. Ainsi, Chamia et Charif ont collaboré sur les pièces Walima et Gaada, composées de coupelles et de cuillères en cuivre rouge rehaussées de pompons de soie écarlate. La collection Merveilleuse Cirta a d'ailleurs été exposée, en 2017, au Salon international Maisons et objets de Paris, au Salon international de l'artisanat d'Alger et au Palais Rasumofsky à Vienne.



Approche scientifique



Le cluster culturel et créatif de Constantine est bien plus qu'un simple projet de soutien aux artisans. En plus des axes liés à la formation des dinandiers dans plusieurs spécialités, ses initiateurs se sont également attelés à lancer des passerelles avec le monde scientifique. L'Université Constantine 3 - Salah Bounbinder s'est penchée sur certains aspects liés aux conditions de travail et à l'environnement des dinandiers. Ainsi, la Faculté de médecine a réalisé une étude sur les conséquences nuisibles des produits chimiques sur la santé des artisans.

« Le laboratoire de santé du travail a également étudié les effets du bruit et les risques liés à la position de travail des dinandiers. Ce laboratoire doit remettre une série de propositions concrètes afin de remédier aux différents problèmes de santé », indique

le professeur Chawki Bennabes, vice-recteur de l'université Constantine 3. La Faculté des sciences de la terre s'est, quant à elle, intéressée à l'épineuse question de la pollution des sols du Bardo et des eaux de l'oued Rummel qui se trouve en contrebas du quartier. Par ailleurs, des chercheurs et des étudiants de la Faculté des arts et culture de ce pôle universitaire ont étudié la signification des différents symboles qui figurent sur les pièces de dinanderies constantinoises, reproduites par les artisans depuis des générations. *« Le projet de cluster nous a offert des champs de recherche scientifique insoupçonnables, notamment en matière d'urbanisme. Les résultats des travaux des facultés de notre université permettront, en effet, de dessiner les contours du futur quartier des artisans qui est appelé à devenir un pôle touristique important de la ville de Constantine »,* assure le professeur Chawki Bennabes.

Réplication

La question des futurs ateliers de dinandiers est au cœur du développement de ce cluster. *« L'atelier de travail est un élément-clé de la réussite des artisans. C'est d'autant plus vrai à Constantine où le quartier des dinandiers est un espace social de premier plan. Il suffit d'apporter quelques correctifs pour qu'il devienne un espace touristique de grande valeur »,* précise Choukri Benzarour, directeur général de l'artisanat au ministère du Tourisme et de l'artisanat. Selon lui, la meilleure option serait de regrouper provisoirement les dinandiers dans un immeuble de la nouvelle ville Ali Mendjeli, située à une quinzaine de kilomètres de Constantine, en attendant la réhabilitation du Bardo.

« Les autorités locales, notamment la wilaya (préfecture), sont activement engagées dans la recherche de solutions concernant l'installation de ces artisans », dit-il. Sur le plan institutionnel, la mise en œuvre du cluster de Constantine, ainsi que celui de Batna destiné aux artisans bijoutiers, est en passe de devenir un modèle pour le gouvernement. En effet, dans le cadre de sa nouvelle politique économique, l'Etat algérien a décidé de créer des regroupements d'entreprises par secteur d'activité. Le modèle de clusters, tel que défini par ce projet de l'Union européenne, est arrivé à point nommé comme le constate Abdellah Telailia, chef de la division de l'attractivité de l'investissement au ministère de l'Industrie et des mines.

« Ce modèle offre une meilleure organisation aux artisans tout en renforçant leurs capacités afin qu'ils puissent préserver leurs métiers traditionnels et faciliter l'accès de leurs produits vers d'autres marchés. », ajoute-t-il. Cette stratégie a d'ailleurs été présentée lors de la conférence régionale "Créativité, Emploi et Développement économique local dans le Sud de la Méditerranée" qui s'est tenue à Alger au mois de novembre 2017. Ce qui est valable pour le secteur de l'artisanat l'est aussi pour celui de l'industrie, un domaine certes plus contraignant. La réplication est notamment possible dans les secteurs de l'automobile et du textile à condition de créer des interconnexions entre tous les acteurs.

Gardiens d'une tradition ancestrale

De leur côté, les membres du bureau d'Alger de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel ne manquent pas de faire part de leur satisfecit. Meriem Terki, coordinatrice du projet, note que « *les principaux objectifs ont été atteints par les deux clusters développés en Algérie.* »

“ Nous sommes d'autant plus optimistes depuis que l'Union européenne a décidé de prolonger le projet jusqu'à 2019. Cela nous permettra de renforcer les coopératives d'artisans et surtout d'axer nos efforts sur les aspects marketing et communicationnels pour exporter les produits artisanaux algériens dans d'autres continents,

raconte Meriem Terki.

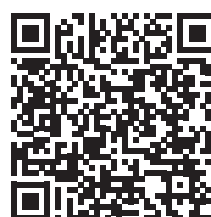
Saoudi Boutchicha, un des plus anciens dinandiers du Bardo, n'a quant à lui jamais pensé par le passé à exporter ses créations. Aujourd'hui, il est fier de savoir que ses plateaux et autres pièces de cuivre finement ciselés ont trouvé preneurs au Danemark, en Autriche et aux Etats-Unis. « *Nous sommes les gardiens d'une tradition ancestrale. Notre devoir est de la transmettre aux nouvelles générations et de la faire connaître à travers le monde* », dit-il en suivant avec attention les gestes appliqués de son fils Abderahmane. La transmission de la dinanderie constantinoise ne s'arrêtera pas...



[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



[ALBUM FLICKR](#)



Plus
d'informations

Promouvoir la culture du vivre-ensemble

Porté par le Comité international pour le développement des peuples (CISP), le projet “Construire des passerelles, pas des murs: Voix du Sud, Voix du Nord pour un meilleur vivre-ensemble et l’avènement de la démocratie en Algérie” regroupe plusieurs associations algériennes aux côtés du Centre Culturel Omar Khayam, une ONG dont le siège est situé à Bruxelles. Soutenu par l’Union Européenne, ce projet vise à contribuer au “respect des libertés individuelles en favorisant le vivre-ensemble dans le Sud et le Nord de l’Algérie”.

L’Algérie, pays continent, est composée de cultures plurielles. Pour les professionnels du monde associatif, il est important que la jeunesse puisse comprendre que cette diversité est un véritable atout. « *Nous avons voulu créer un projet qui puisse former les jeunes générations à la connaissance de l’autre. Le pays est très grand et nous avons constaté que plusieurs parties ne se connaissaient pas. Cela peut causer des problèmes de dénigrement ou de non-appréciation* », explique Eveline Chevalier, responsable du bureau d’Alger du Comitato internazionale per lo sviluppo dei populi (Comité International pour le Développement des Peuples), une ONG italienne active en Algérie depuis les années 80. Voix du Sud, Voix du Nord a pour objectif d’inculquer aux jeunes “la connaissance de l’autre” et “la complémentarité” afin de créer les conditions d’un meilleur vivre-ensemble. Des associations algériennes de plusieurs régions du pays participent à ce projet.

Au-delà du folklore

Une des premières actions a été dédiée aux femmes artistes Touaregs de la région de Djanet, située à 2100 km au sud d’Alger. « *Nous avons travaillé avec elles sur leurs droits et sur la valorisation de leurs pratiques artistiques en tant que chanteuses, musiciennes ou artisanes* », précise Eveline Chevalier.

Les représentants des associations ont également organisé une session de formation sur les droits artistiques et ont édité un livre de photographies intitulé « La sororité des femmes du Sud ». « *A ce titre, nous avons initié des subventions en cascade, sous forme de micro-projets. Ils ont permis aux femmes de générer des revenus basés sur la valorisation des pratiques artistiques et artisanales. Il y a lieu de mentionner que les représentants des associations ont fait une partie du trajet en autobus. C’est un projet qui prend en compte de multiples aspects comme la philosophie, l’histoire ou encore la thématique du genre. La notion de distance est également très importante. De même, nous voulions que les participants venus du Nord de l’Algérie comprennent les difficultés auxquelles sont confrontés les habitants de certaines villes du sud lors de leurs déplacements* », explique la responsable du CISP.

La mise en œuvre et la réussite de ce projet, arrivé à terme en 2018, ont nécessité un encadrement expérimenté. Pour Mehdi Lagoune El Ghali, coordinateur d’activités et responsable des thématiques Droits humains au bureau d’Alger du CISP, l’apport de l’Union européenne dans la mise en œuvre de ce projet « est d’une importance capitale ». « *La contribution de l’UE ne s’est pas limitée à l’aspect financier. Son engagement a permis d’aider à la construction d’une cohésion sociale. Cette participation est entrée dans le cadre du soutien à l’éducation interculturelle dans sa forme populaire et non-institutionnelle. C’est un concept qui mérite d’être développé en Algérie* », dit-il.

Le langage de l'autre

La culture du vivre-ensemble, le projet Voix du Sud, Voix du Nord a également permis de la transmettre à d'autres régions du pays. A l'université de Sidi-Bel-Abbès, ville de l'Ouest algérien, une initiative originale a été menée avec succès. Brikci Mohamed Bachir, membre du club étudiant Le Banquet de Platon, revient sur cette expérience. « Nous avons constaté qu'il n'y avait pas de réels échanges avec les étudiants étrangers au sein de notre université. Les membres de notre club ont donc décidé de travailler sur un rapprochement avec des étudiants Ivoiriens qui étudiaient à Sidi-Bel-Abbès. Nous avons opté pour des sessions de formation d'animation linguistique. Le principe étant que chaque groupe apprenne le langage de l'autre », dit-il.

Mohamed Bachir estime que cette expérience « a été très enrichissante ». Il ajoute:

“ Ces échanges avec des étudiants d'un autre pays d'Afrique ont permis une mise en pratique concrète des notions de vivre-ensemble et d'interculturalité. D'ailleurs, il faudrait renouveler cette expérience et inclure des étudiants d'autres nationalités.

La lumière de Bougie

Le projet Voix du Sud, Voix du Nord comporte aussi un volet philosophique et scientifique d'envergure internationale: le Voyage magique d'un certain Zéro. Initié et porté par Ahmad Aminian, philosophe et président du Centre culturel Omar Khayam de Bruxelles, ce projet est arrivé en octobre 2016 en Algérie. Il s'articule autour d'une série d'activités artistiques, historiques, scientifiques et de vivre-ensemble.

« C'est une aventure extraordinaire à laquelle j'ai eu l'occasion de participer. Je ne me doutais pas qu'un élément aussi simple que le Zéro avait pu avoir un tel impact sur l'histoire et l'humanité », explique d'une voix calme Lilia Beladjine. Membre de l'association Graine de Paix d'Oran (450 km à l'Ouest d'Alger), Lilia et ses amis ont activement participé à l'écriture de l'escale algérienne de ce « certain Zéro ».

« Le Zéro est né en Inde. Il a ensuite traversé l'Asie et le Moyen-Orient. Nous savons qu'il est passé par l'Algérie et nous menons donc nos recherches dans plusieurs villes du pays », note-t-elle. Les villes sont Ouargla, Ghardaïa, Tlemcen, Tindouf, Djanet, Tamanrasset et Bejaïa.”

La Sicile

généie, réussit

نشلة ما يخرج من الاردن له سره كانه القمر
نيزا فغرت منه شهابين ووصلت عنه بجمه

تبه
770 قتياد
ان نارتو

مرو حيل

INSURANCE, ET NON LA CONNAISSANCE,
COMME LES UNS CONTRE LES AUTRES



Sur les plans scientifique et historique, une cité algérienne a joué un rôle majeur: Bejaïa, ville du littoral de Kabylie, autrefois appelée Bougie.

“ Les données scientifiques indiquent que le zéro a pris forme à Bejaïa. Entre le 9e et le 12e siècle, cette ville était très en avance en matière d’algèbre et de mathématiques, ajoute pour sa part Mehdi Lagoune El Ghali qui s’est chargé du volet scientifique du Voyage d’un certain Zéro.

Ce projet inclut également un important volet artistique. Le Centre culturel Omar Khayam a fait appel à des artistes peintres afin qu’ils traduisent, à travers leur art, l’apport de leur pays dans la construction de l’élément “Zéro”.

Là aussi, l’empreinte algérienne est présente. Des peintres comme Houari Bouchenak, Fethi Hadj Kacem et Mouna Bennamani ont participé à une résidence artistique. Leurs œuvres, ainsi que les reproductions des toiles de l’exposition du Centre Omar Khayam, ont été exposées au mois de juillet à Racont-Arts, un festival itinérant qui se tient chaque été dans un village de Kabylie.

Voix du Sud, Voix du Nord, par ses actions et son large champ d’intervention, est appelé à jouer un rôle majeur dans la promotion de la culture du vivre-ensemble.

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



Plus
d’informations

Bejaia: mon village, ma réussite!

Mer, montagnes et forêts: trois mots pourraient suffire à décrire la wilaya de Béjaïa. Cette région du Nord-est de l'Algérie se caractérise aussi par d'innombrables petits villages construits sur les reliefs, dans l'arrière-pays. Grâce au soutien de l'Union européenne, l'Association pour la Culture et le Développement Communautaire (ACDC) et son partenaire l'Association Tudert ont lancé un projet pour renforcer et "optimiser les capacités des acteurs associatifs à gérer leurs projets d'intervention en cohérence avec leurs projets associatifs".

Digne fils de Tachouaft, Lounis Benatsou a très vite su que son Master en économie ne lui servirait pas à grand-chose dans son village natal. Agé de 30 ans, Lounis a choisi de devenir apiculteur. Il fait partie "de ces jeunes qui ont décidé de se prendre en main" et d'être "utiles à la communauté". Il refuse de voir son village, recensant près de 800 habitants, comme un "lieu perdu et enclavé". « *Tachouaft est situé à 600 mètres d'altitude, à la lisière d'une très belle forêt. En plus du miel, les habitants cultivent l'olive et la figue* », précise-t-il. Membre de l'association Ikhoulaf, il croit très fort au développement de son village. Il affirme avec conviction: « *Nous avons un réel potentiel, notamment sur le plan touristique, pour créer de la richesse et améliorer le cadre de vie des habitants.* »

Lounis Benatsou reste cependant réaliste. Engager un processus de développement durable nécessite une certaine expertise. C'est dans cette optique que ses amis et lui ont décidé d'inscrire Ikhoulaf dans le projet. Il s'agit là d'une initiative visant la "promotion d'une approche d'accompagnement formatif d'implication des acteurs de développement local". Initié et conduit par l'Association pour la culture et le Développement Communautaire (ACDC) grâce à un financement de l'Union européenne, ce projet vise à développer des projets d'animation sociale des localités de la wilaya de Béjaïa à travers "des démarches participatives".

La Personne et le Projet

L'initiative a débuté par une série de formations, dont la première session s'est déroulée du 3 au 7 octobre 2017 dans la cité balnéaire de Tichy. Réunis à l'Auberge de jeunesse, les représentants d'une dizaine d'associations de villages ont été initiés à la thématique "projet associatif et projet d'intervention". Responsables d'ACDC, Samyla Amirouche et son époux Nazim Salhi dirigent la formation.



“ Ces jeunes ont des idées plein la tête. Nous devons juste faire en sorte qu'ils puissent avoir les outils nécessaires pour réaliser des projets concrets. Ainsi, à la fin du premier cycle de formation, ils sauront identifier les problématiques et les possibilités. La priorité c'est l'humain, voilà pourquoi nous réfléchissons en termes de personne et ensuite de projet,

indique Samyla Amirouche.

Socialisation

La formation des porteurs de projets s'est étalée sur une année. En parallèle, les jeunes ont été tenus de monter un micro-projet entre juin et août 2018. Parmi eux, Chanez Kournane, 29 ans, membre de l'association Sensibilisation, Intégration et Développement (SID) d'Akbou.

« *SID axe ses actions sur le soutien aux personnes en situation de handicap. Je suis moi-même auxiliaire de vie (AVS) et je connais les difficultés auxquelles elles sont confrontées au quotidien. Nous avons donc pensé à un projet visant à renforcer leur intégration sociale* », annonce-t-elle. Selon Chanez, certaines personnes en situation de handicap dans la région d'Akbou ne sortent pas de chez elles.

“ Pour différentes raisons, souvent liées à des problématiques familiales, elles vivent recluses dans leurs foyers. L'idée est d'acquérir un moyen de transport qui leur permette de se déplacer aisément afin d'aller étudier, de faire leurs courses ou encore de participer à des activités de loisir. Nous voulons participer activement à leur socialisation, précise Chanez Kournane.



Réseautage et Transmission

Pour mettre en œuvre leur projet, Samyla et Nazim s'appuient sur près d'une vingtaine d'années d'expertises acquises dans le management d'activités associatives à travers l'Algérie. « *ACDC est née à Alger en 1999. Notre but était d'accompagner les dynamiques associatives et de créer des liens entre elles. En 2004, nous avons lancé le portail internet ranahna.dz (nous sommes ici), qui a permis aux associations algériennes, dont certaines totalement isolées, d'accéder à des informations fiables et actualisées.* »

L'aventure, ACDC décide de la poursuivre à Béni Abbés, localité de la wilaya de Béchar située à 1200 km au sud-ouest d'Alger. Samyla et Nazim lancent notamment Souk Ennachtine, un centre inter-associatif qui vise à asseoir la dynamique associative locale et à renforcer son rôle dans le développement de la région de la Saoura. Depuis sa création, l'Association pour la Culture et le Développement Communautaire a bénéficié, à cinq reprises, de financements de l'Union européenne.

« En fait, durant toutes ces années, l'UE a été notre principal bailleur de fonds. Son apport a été primordial pour la réussite de nos projets », reconnaît Samyla. Un capital expérience en termes de maîtrise de montage de projets que Samyla et Nazim souhaitent également transmettre. D'où l'idée de nouer des partenariats avec des associations locales, notamment à Béjaïa. A cet effet, l'association Tudert du village de Chellata, développant des activités d'entraide avec les localités de la région, a été choisie comme partenaire local.

De Chellata à Toudja en passant par Sedouk, Tudert, Seddouk ou encore Tachouaft, les jeunes membres d'associations de villages de Béjaïa savent qu'ils peuvent, à tout moment, s'appuyer sur des valeurs et un patrimoine d'une grande richesse qui caractérise la région de la Kabylie.



“ La réussite n'est pas juste une question d'argent. C'est avant tout une question de volonté et de connaissance,

insiste Lounis Benatsou, l'apiculteur de Tachouaft.

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



[ALBUM FLICKR](#)



Plus
d'informations



Tateh, l'éco-bâtitseur de la Hamada

Bénéficiaire d'une bourse du programme de mobilité dans l'enseignement supérieur Erasmus Mundus, Tateh Lahbib Braïka a suivi des études en efficacité énergétique à l'Université de Las Palmas de Gran Canaria dans les Iles Canaries. Son master en poche, il est retourné dans les camps de réfugiés sahraouis, dans le sud-ouest de l'Algérie, pour développer un nouveau concept de construction écologique, résistant et peu onéreux grâce à des bouteilles de plastique.

El Batoul Mohamed est fier de sa nouvelle maisonnette. Elle s'y sent en sécurité avec son fils Abdelmadjid âgé de 17 ans, non-voyant de naissance. El Batoul et Abdelmadjid sont Sahraouis. Comme eux par le passé, des dizaines de milliers de Sahraouis vivent encore dans des camps de réfugiés de Tindouf, région située à 1900 km au sud-ouest d'Alger, près des frontières du Sahara Occidental et de la Mauritanie. Le climat de la Hamada de Tindouf est d'une rudesse extrême avec des températures qui atteignent les 60°Celsius en été, des nuits glaciales en hiver et des tempêtes de sable destructrices.

Ces maisonnettes de 4 m², de forme circulaire, il n'en existe que vingt-cinq dans la région. Mouilamine Salha a, elle aussi, bénéficié de l'une d'elles. A la tête d'une famille très pauvre, elle explique que sa vie a totalement changé depuis qu'elle y habite. « *Nous restons ici durant les heures les plus chaudes de la journée. La température y est plus clémente. Par le passé, nous avons très peur lorsque le vent se levait. Maintenant, nous sommes en sécurité et nous accueillons même nos voisins lors des tempêtes* ». En fait, ces maisonnettes sont bien singulières car leurs murs sont faits de bouteilles en plastique!



A 28 ans, Tateh Lahbib Braïka est le concepteur et le constructeur de ces maisons. Il a été surnommé par les réfugiés du camp d'Aousserd "le fou aux bouteilles". « *Mes voisins étaient étonnés de me voir fouiller dans les poubelles pour récupérer les bouteilles* », dit-il avec ironie. Comme la grande majorité des enfants Sahraouis, le parcours scolaire de Tateh a débuté dans les camps pour se poursuivre en Algérie.

// *Après avoir obtenu mon baccalauréat en 2009, je me suis inscrit à l'université de Msila (ville des hauts-plateaux située à 250 km au sud-est d'Alger), où j'ai obtenu une licence en Energies renouvelables. Mon diplôme en poche, j'ai envoyé des demandes à plusieurs universités européennes afin de poursuivre mes études dans ce domaine,*

explique Tateh Lahbib.

Lors de ses recherches, il apprend l'existence du programme Erasmus Mundus de l'Union européenne. « *Pour moi, c'était une opportunité en or car cette année-là, des bourses d'études Erasmus devaient être accordées aux réfugiés résidents en Afrique du Nord. Mon frère Bella et moi avons envoyé nos candidatures à plusieurs universités et elles ont été retenues par l'Universidad de Las Palmas de Gran Canaria dans les Iles Canaries. Bella a été accepté pour faire un master en interprétariat et moi un master en efficacité énergétique. Nous étions donc les premiers réfugiés Sahraouis à bénéficier du programme Erasmus Mundus!* », note Tateh avec fierté.

Erasmus Mundus lui a permis de faire des "études passionnantes". « *J'ai découvert un nouveau monde, de nouvelles méthodes de travail et une nouvelle façon de réfléchir pour trouver des solutions aux problématiques de ma région. Ce qui pouvait paraître impossible à concrétiser est devenu accessible par le simple fait d'appliquer certaines méthodologies. Cette année d'études a également été très riche sur le plan humain car j'ai rencontré des étudiants de différentes nationalités et donc de différentes cultures. C'est une belle aventure humaine.* »



Grâce au programme de bourses Erasmus Mundus, son frère Bella a acquis, lui aussi, une base solide de savoir. Il poursuit actuellement un master en Résolution des conflits dans une université américaine. Pour la petite histoire, Laaroussi, leur plus jeune frère, a lui aussi décroché une bourse grâce à ce programme et obtenu un master en Lettres modernes de l'université de Madrid.

Une maison pour ma grand-mère

Une fois revenu dans les camps de Tindouf, Tateh se retrouve confronté à la dure réalité des réfugiés. *« Nous sommes des milliers de jeunes, bardés de diplômes, à chômer sous le soleil de la Hamada. Il y a très peu d'opportunités de travail dans les camps. Mais j'ai refusé de me résigner car j'étais persuadé que les connaissances que j'avais acquises pouvaient améliorer la situation des réfugiés Sahraouis. »*

En novembre 2016, le jeune homme s'est lancé un défi: concevoir un nouveau type d'habitation. *« Dans les camps, les foyers sont précaires. Ils sont essentiellement constitués de masures faites de briques de terre. Le problème est que ces constructions sont recouvertes d'un toit en tôles métalliques. Ces plaques de métal sont arrachées dès la première tempête et deviennent réellement dangereuses pour les habitants des camps. Durant l'été, le toit métallique transforme ces habitations en véritables fours. De plus, les rares pluies qui s'abattent sur la Hamada détruisent ces maisonnettes. »*



Sa première maison, Tateh l'a construite pour sa grand-mère. Elle était âgée et très malade. *« Elle est décédée cet été. Mais je suis fier de lui avoir offert cet abri avant qu'elle ne nous quitte »,* dit-il tristement.

Comment est venue l'idée des bouteilles en plastique? *« A l'origine, je voulais réaliser une construction en terre dotée d'une coupole nubienne. A l'université de Gran Canaria, j'avais consacré mon mémoire de master à ce type architectural qui remonte à l'antiquité. Mémoire pour lequel j'ai obtenu la note maximale de 10/10. Donc j'ai débuté la construction d'un prototype, celui dans lequel devait habiter ma grand-mère, avec des briques de terre. »*



Même si sa première tentative est un échec, Tateh ne se décourage pas, et il lance ensuite un nouveau concept constitué d'un toit végétal. *« J'ai rassemblé une grande quantité de bouteilles en plastiques qui, une fois coupées en deux, devaient servir de pots pour des graines de blé. Le but était d'obtenir une couverture végétale sur le haut de la maison afin d'assurer une protection naturelle contre la chaleur. J'ai échoué une seconde fois. Ce n'était pas évident de faire pousser du blé par des températures dépassant les 50° ». Tateh n'a pas désespéré pour autant. Pensant à ce qu'il pourrait faire du tas de bouteilles en plastique qui lui restait, il a alors eu une idée pour le moins originale; les utiliser comme moyen de construction!*

« J'ai commencé par remplir des bouteilles avec du sable que j'ai utilisé pour monter le mur de la maison grâce à un mortier à base de ciment. La forme circulaire de mon prototype, son orientation et la solidité de son toit composé d'une dalle de ciment, faisaient qu'il répondait au cahier des charges que je m'étais assigné: il devait être résistant au vent et à la pluie torrentielles, offrir une bonne protection contre la chaleur en été et contre le froid glacial des nuits sahariennes en plus d'être facile et peu onéreux à construire tout en recyclant une matière nuisible à l'environnement. Remplies de sable, les bouteilles sont beaucoup plus solides que les différents types de briques et de parpaings. J'étais d'autant plus satisfait que ma grand-mère était heureuse d'avoir enfin sa maison indestructible. »

Entrepreneur et créateur d'emplois

A partir de là, tout avait changé pour Tateh. Pour la population réfugiée, il n'était plus le "fou" qui ramasse des bouteilles dans les poubelles. Ses compétences étaient désormais reconnues. On venait de tous les camps pour voir sa maison. La presse commençait à s'intéresser à lui. Un jour, une délégation du Haut-commissariat aux réfugiés est venue voir le prototype. Après avoir fait vérifier la solidité de la construction par leur architecte, les membres du HCR lui ont proposé de participer au programme Innovation service. Son projet a décroché la troisième place avec, à la clé, un budget de 60 000 dollars (51 000 euros) pour financer la construction de 25 maisons à travers les camps de réfugiés Sahraouis. De jeune diplômé chômeur, Tateh est devenu, du jour au lendemain, entrepreneur et créateur d'emplois !

// Grâce à cette technique, nous avons démontré que les réfugiés Sahraouis ne vivent pas en marge du monde moderne et qu'ils sont eux aussi concernés par les questions d'ordres écologiques. Malgré nos conditions de vie très difficiles, nous participons activement au recyclage des déchets plastiques.

Les 25 maisonnettes ont été construites dans les 5 camps de réfugiés de la région de Tindouf puis distribuées à des familles nécessiteuses. L'opération d'attribution a été dirigée par les services du ministère sahraoui de la Famille et du soin. Mariam Salek Hmada, walia (gouverneure) du camp d'Aousserd, explique l'objectif de cette démarche: « Les bénéficiaires sont des familles réfugiées démunies et dont un des membres est en situation de handicap. Ce n'est déjà pas simple d'être un réfugié et la situation devient encore plus critique quand l'extrême précarité ou la maladie s'en mêlent. Notre système social est basé sur la solidarité. L'initiative de Tateh est une action concrète et bénéfique envers les membres les plus vulnérables de notre communauté ».

Conforté par ses premiers succès, Tateh Lahbib Braïka ne compte pas en rester là. Il poursuivra bientôt sa formation en Allemagne au sein de la Transsolar Academy, pendant un an, afin de parfaire ses compétences d'éco-bâtitseur. Mais Tateh reste lucide quant à l'avenir de son peuple. « Je construis des maisons pour les réfugiés mais mon peuple ne devrait pas rester indéfiniment dans cet endroit désertique. Les Sahraouis sont arrivés dans la Hamada de Tindouf au milieu des années 70. Leur objectif est de retrouver leur terre natale, le Sahara Occidental. Pour ma part, je ne fais qu'apporter un peu de confort et de sécurité aux miens afin qu'ils puissent continuer à résister en attendant l'organisation d'un référendum d'autodétermination ». Optimiste, il ajoute: « Mon rêve le plus cher est de construire des maisons au Sahara Occidental ».

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



[ALBUM FLICKR](#)



Plus
d'informations

Sharek: Accompagner la dynamique jeunesse

La jeunesse algérienne bouge. Elle est dynamique et souhaite participer activement à la vie publique. Le cadre constitutionnel et légal algérien encourage les jeunes à devenir des acteurs de développement. Financé par l'Union européenne, le programme Sharek, de l'association Sidra, a pour objectif de renforcer les capacités des organisations de jeunesse afin qu'elles deviennent des partenaires fiables des pouvoirs publics.



Avec le programme Sharek, c'est un véritable challenge que se doit de relever l'association Sidra: renforcer les capacités de 20 organisations de jeunesse afin qu'elles deviennent des acteurs pleinement engagés dans la vie publique. « *Il existe un nombre important d'associations de jeunes en Algérie. Mais elles ont tendance à travailler en vase clos, parfois sans projet concret. Pourtant, les jeunes qui font partie de ces organisations sont compétents, animés de bonne volonté et veulent participer activement à la vie de la Cité. Le programme a été initié pour les accompagner en leur donnant les outils nécessaires pour devenir des acteurs du développement responsables et informés* », indique Meriem Chikirou, directrice du programme Sharek et secrétaire générale de l'association Sidra.

Partenariat

Sharek ne se contente pas uniquement de renforcer les capacités des associations. Il a également pour objectif d'en faire des partenaires des pouvoirs publics. « *La nouvelle Constitution algérienne considère que la jeunesse est une force vive. Nous devons donc l'outiller et créer des liens forts avec les autorités publiques afin de poser le cadre d'un partenariat constructif* », note Meriem. En effet, l'article 37 de la Constitution de février 2016 stipule: "La jeunesse est une force vive dans la construction du pays. L'Etat veille à réunir toutes les conditions à même de développer ses capacités et dynamiser ses énergies". La Constitution prévoit également la création d'une instance consultative dénommée Conseil supérieur de la jeunesse.

Concrètement, Sharek se décline en quatre axes d'intervention: le renforcement des capacités organisationnelles et programmatiques des organisations de jeunesse (OJ), le développement des capacités des OJ en matière de plaidoyer et de suivi des programmes et des politiques publiques, l'amélioration de la couverture des OJ dans les médias classiques et numériques et sur les réseaux sociaux et enfin la création d'une dynamique de dialogue et de collaboration entre les OJ elles-mêmes, les autorités locales et toutes les autres parties prenantes.

Selon Meriem Chikirou, au sein du gouvernement, « *il existe une volonté politique pour permettre une participation des jeunes dans l'espace public* ». Pour elle, la tenue d'élections locales (Conseils communaux et de wilayas) au mois de novembre 2017 s'avère être une bonne opportunité pour permettre aux organisations de jeunesse de tisser des liens avec les nouveaux élus locaux.



Envergure nationale

Le programme Sharek se caractérise par sa portée d'envergure nationale. Vingt organisations de jeunes y participent. Leurs représentants ont assisté, du 4 au 6 octobre 2017, à une session de formation dédiée aux médias et aux réseaux sociaux, animée par Nawel Guellal, directrice du bureau de consulting Human Development Network.

“ Nous apprenons aux participants comment utiliser les outils performants et modernes de communication afin qu'ils puissent médiatiser et valoriser leurs actions. Ils doivent également comprendre combien il est important d'entretenir de bonnes relations avec les journalistes et les médias,

raconte Nawel Guellal.

Selon Nawel Guellal, en médiatisant leurs actions, les associations font aussi « *preuve de transparence envers l'opinion publique.* »

Manuscrits et météorite

Venu de Tamentit, oasis de la wilaya d'Adrar (1500 km au Sud d'Alger), Salah-Eddine Abdelkhalek a participé à cette formation. Diplômé en électrotechnique, le jeune homme de 26 ans est membre de l'association Réhabilitation du patrimoine de Tamentit. « *Notre village dispose d'un potentiel touristique extraordinaire. Les manuscrits anciens, dont certains datent du 2e siècle de l'Hégire (9e siècle), sont d'une valeur inestimable. Ces parchemins, réalisés en peaux de chèvres, comportent des textes religieux mais aussi des traités de médecine et de philosophie. Notre association milite pour la préservation de ce patrimoine et pour sa conservation dans de bonnes conditions, sachant que ces manuscrits sont la propriété des familles du village* ». Pour Salah-Eddine, les actions de préservation doivent également toucher les foggaras (système ancestral d'irrigation des palmeraies et des vergers), les maisons anciennes ainsi que les us et coutumes de cette oasis située au cœur de la région du Touat.

« Au sein de l'association, nous sommes convaincus de la capacité de notre petite communauté à créer de la richesse. Tamentit a la possibilité de devenir un pôle touristique important dans le Sud de l'Algérie. »

Salah-Eddine indique que la participation de l'association au programme Sharek permettra d'apporter "de l'expertise" en matière de montage de projets, de permettre le "travail en réseau" et de développer des "relations pérennes avec les pouvoirs publics". Dès qu'ils seront efficaces et performants, Salah-Eddine et ses amis comptent réaliser le rêve de la population de l'oasis : récupérer la météorite de Tamentit! « Elle était posée dans une place du village depuis le 14e siècle. Durant la colonisation, des scientifiques français l'ont transportée au Musée d'histoire naturelle de Paris. Actuellement, cette météorite se trouve dans un parc d'attraction français. Elle est la propriété inaliénable de la population de Tamentit. Elle nous revient de droits », note le jeune homme.

Consolidation

A Batna (350 km au sud-est d'Alger), l'association Futur pour le développement (AFD) œuvre à l'accompagnement des jeunes dans la vie publique. Mounia Belbahri, 35 ans, chargée de la communication de cette organisation, explique que les besoins en termes de formation sont très importants. « Nous tentons de rester à l'écoute des jeunes afin d'identifier les problématiques auxquelles ils sont confrontés et de proposer des solutions. Nous accompagnons également les femmes de la région de Batna à travers des aides d'encouragement à l'entrepreneuriat féminin. » L'AFD dispose d'un capital expérience qui lui a permis d'intégrer des réseaux associatifs à travers le pays, d'engager des actions de bénévolat et de mettre en place un Conseil consultatif de jeunes (CCJ) dans la commune de Batna. « Participer au programme Sharek est une excellente opportunité pour notre association. Il nous permet de consolider nos compétences tout en élargissant les nouveaux champs de coopération. »

C'est justement cette notion de coopération multiple à laquelle souhaitent aboutir les initiateurs de Sharek. « Les liens de partenariat se tisseront d'abord entre les associations participantes au programme puis les relations seront élargies à d'autres organisations afin de créer un réseau d'envergure nationale. En parallèle, des passerelles seront jetées en direction des autorités publiques », dit Meriem Chikirou en précisant que l'apport de l'Union européenne a été primordial pour la mise en œuvre de cet ambitieux programme grâce à un budget de 243 000 euros.

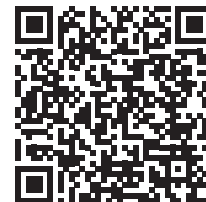


Plus
d'informations

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



[ALBUM FLICKR](#)





الشباب يتحرك



BENTOUJES Sarah
1994, Algiers
ALGER

CHAOUCHE Ramzi
Association nationale de volontariat
ALGER

IDDIR Yacine
Messa Al Izzab
ALGER

MEZIANI Mohammed
1992, Algiers
ALGER

CCJ d'Akbou: quand jeunesse peut!

L'association Etoile culturelle d'Akbou est à l'avant-garde en matière d'éducation de la jeunesse à la citoyenneté. Après avoir initié un premier Conseil communal de jeunes (CCJ) en 2012, cette association a renforcé et élargi le concept à travers l'Algérie grâce à l'aide de l'Union européenne.

Akbou, principale cité industrielle de la vallée de la Soummam, au coeur de la Kabylie. En cette fin de ramadan, le centre-ville est en fête. Chaque soir, des centaines de personnes se pressent à la Maison de jeunes Abderrahmane-Farès pour assister aux représentations de la 13e édition du festival de théâtre amazigh. Cet événement rassemblant des troupes d'expression berbère venues de toute l'Algérie, est devenu une véritable institution. Une initiative à mettre sur le compte de l'association Etoile culturelle d'Akbou.



Culture, théâtre, jeunesse, poésie, environnement, citoyenneté, éducation, santé, insertion, loisirs, prévention... l'association agit comme une véritable locomotive. Les membres de l'Etoile culturelle savent également faire preuve d'innovation et de créativité. C'est à eux que l'on doit le lancement, en 2012, du premier Conseil communal de jeunes en Algérie.

Le siège de l'association se situe au Centre culturel d'Akbou, juste en face de la Maison de jeunes Abderrahmane-Farès. C'est là que nous rencontrons Dorya Akouche. A 16 ans, elle fait partie de ces jeunes pleinement engagés au profit de leur communauté. Et c'est avec fierté que la lycéenne revient sur son parcours: « *Je fréquente l'association Etoile culturelle depuis que j'ai 7 ans. J'ai fait du théâtre et plein d'autres activités. J'ai aussi appris à utiliser une caméra et je me suis spécialisée dans l'audiovisuel.* » Dorya fait d'ailleurs partie de l'équipe chargée d'assurer la couverture vidéo du festival de théâtre amazigh. Ses centres d'intérêts sont multiples: « *Je m'intéresse à l'enfance, à la nature et aux questions d'ordre scientifique.* »

Engagement citoyen

L'engagement et l'engouement de Dorya l'ont, naturellement, conduite à rejoindre le Conseil communal des jeunes d'Akbou. « *Je suis membre du CCJ depuis quelques mois. Ce qui me plaît, c'est cette possibilité de proposer des activités au profit des citoyens d'Akbou et d'avoir un accès à l'Assemblée communale.* »

Dorya évoque une des activités initiées par le CCJ à laquelle elle a participé: "la Semaine de la Nature". Elle déclare: « *C'est une campagne qui vise à sensibiliser les habitants à la problématique de la gestion des déchets en plastique. Nous avons travaillé avec une entreprise spécialisée dans la récupération et le traitement. Nous pouvons dire que nous avons réussi notre action puisque plusieurs foyers ont adopté le tri sélectif. Les objets en plastique ne sont plus mélangés avec les autres déchets.* »

Faire de la politique? « *Pourquoi pas!* », répond Dorya avec un grand sourire. « *Si je m'engage plus tard en politique, je voudrai travailler sur les droits humains, notamment les droits des enfants et des femmes.* »

A court terme, l'objectif de la lycéenne est de se présenter aux prochaines élections pour le renouvellement des instances du CCJ prévues l'année prochaine. Dorya s'excuse, elle doit retourner à la Maison de jeunes filmer la clôture du Festival, assurée par la troupe du théâtre régional de Béjaïa.

Partenaire privilégié

C'est au tour de Micipsa Bentifraoui, le président du Conseil communal de jeunes d'Akbou, de nous accorder un peu de son temps. A 18 ans, le jeune étudiant prend son rôle très au sérieux.

“ Le CCJ est une passerelle entre les jeunes de la ville et les autorités locales. Nous faisons en sorte d'organiser des actions concrètes, comme des collectes de jouets pour de jeunes malades hospitalisés ou encore des collectes d'articles scolaires et de livres pour les enfants défavorisés,

explique Micipsa Bentifraoui.



Le CCJ joue également un rôle central dans l'organisation d'événements. Lors de la phase de préparation du festival du théâtre amazigh, ses membres ont entrepris les démarches auprès de la mairie pour obtenir les autorisations, la salle de spectacle et les moyens de transport.

Il estime qu'au sein de la mairie d'Akbou, le CCJ est perçu comme un partenaire privilégié. « *Les relations avec les élus sont bonnes. D'ailleurs cette année, le Conseil communal de jeunes a bénéficié d'une enveloppe financière provenant du budget annuel de la commune. C'est une première en Algérie* », dit-il fièrement.

Renforcement des capacités

Le développement du concept CCJ a nécessité l'intervention de plusieurs partenaires. L'Union européenne a eu un rôle central dans cette dynamique de participation des jeunes dans la gestion de la cité. « *L'éducation à la citoyenneté est au coeur de notre travail. L'action de l'UE a donc permis le renforcement des capacités des membres de l'association engagés dans le développement du CCJ* », souligne Mouloud Salhi, président de l'association Etoile culturelle d'Akbou.

Les relations entre les deux parties ont débuté en 2002 avec la participation au programme Euromed Jeunesse et ensuite au programme ONG2.

« C'est grâce à l'apport de la Commission européenne que nous avons pu renforcer les capacités de nos membres en matière de gestion de cycle de projet, de communication, de gestion administrative et financière, de développement des compétences interculturelles et de vivre ensemble », ajoute Mouloud Salhi. Par son engagement, l'UE a « valorisé nos programmes, notamment celui du Conseil consultatif de jeunes. »

L'association Etoile culturelle a franchi les frontières géographiques d'Akbou pour reproduire et démultiplier le concept de CCJ. Aujourd'hui, des Conseils communaux de jeunes sont constitués à plus d'un millier de kilomètres de la vallée de la Soummam à l'instar des villes de Tindouf et d'Illizi.

Actuellement, l'association est engagée dans une série d'initiatives de l'Union européenne: SPOTS (Projets durables pour les organisations du tiers-secteur); le projet « Renforcement des capacités des autorités locales algériennes en matière de définition de politiques locales de jeunes »; le projet HVM inscrit dans le cadre de "UE aid volunteers"; et le projet DEMAR (Démocratie, Avenir, Racines).

Yannis Airouche est un pur produit de l'Etoile culturelle d'Akbou. A 34 ans, le trésorier de l'association estime qu'il y a un changement dans l'état d'esprit des jeunes de sa ville.



“ En qualité de formateur, je perçois au quotidien cette transformation. Je reçois tous les jours des jeunes qui souhaitent lancer différentes initiatives comme des groupes informels, des clubs ou des as-sociations. Aussi, les jeunes participent activement aux événements en faveur de la communauté. Cette forte mobilisation est un indicateur concret d'une jeunesse qui revendique sa citoyenneté,

explique Yannis Airouche.

Plus
d'informations

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



[ALBUM FLICKR](#)





La réhabilitation du patrimoine au service de l'employabilité et de l'insertion

L'Association Santé Sidi El Houari (SDH) d'Oran participe, depuis plus de vingt ans, à la formation et à la réinsertion de jeunes en situation difficile. L'école-chantier de SDH, qui réhabilite un site historique datant du 18e siècle, a permis de former des stagiaires, des artisans et des étudiants en architecture dans le cadre du Programme d'Appui Jeunesse Emploi (PAJE), financé par l'Union européenne. Doté d'un budget global de 26 millions d'euros, ce programme bilatéral participe au renforcement des mécanismes de soutien à l'emploi des jeunes en Algérie.

Situé à deux battements d'aile du fort de Santa Cruz, le quartier de Sidi El Houari a longtemps été le coeur battant d'Oran. Berbères, Phéniciens, Romains, Vandales, Byzantins, Fatimides, Abbassides, Espagnols, Ottomans et Français se sont installés sur ses contreforts abrupts. Mais depuis des décennies, ce faubourg, qui porte le nom d'un saint ayant vécu au 12e siècle, tombe en ruine.



Il suffit de s'approcher de l'ancien hôpital du campement militaire français, bâti sur les vestiges d'un bain turc datant de 1708, pour se rendre compte que la vie foisonne dans ce vieux quartier. C'est en effet le repaire de l'association Santé Sidi El Houari présidée par le docteur Kamel Bereksi. L'homme est engagé dans la préservation du patrimoine historique et culturel de la vieille ville d'Oran depuis le début des années 90.

« Tout a débuté par un simple concours de circonstances alors que j'étais responsable du Conseil médical de santé publique d'Oran. Une partie de l'ancien hôpital militaire de l'armée française avait été transformée en Centre de salubrité publique. Mais le bâtiment entier était insalubre », se remémore-t-il. Un jour, en compagnie de membres de son équipe, le docteur Bereksi découvre par hasard les salles du hammam de l'époque ottomane. « Nous étions face à un trésor architectural qui avait été transformé en décharge sauvage » se remémore-t-il.

Le petit groupe décide alors de lancer le nettoyage et la réhabilitation des lieux. Ainsi débute l'aventure SDH!

Ecole de la citoyenneté

En 26 ans d'activité, la SDH est devenue une véritable école citoyenne au coeur d'un quartier défavorisé. Partenaire des autorités locales et d'organisations internationales, Santé Sidi Houari est devenue incontournable dans le monde associatif.

C'est donc sa solide expérience qui lui a permis d'être sélectionnée dans le cadre du Programme d'Appui Jeunesse Emploi (PAJE), un programme bilatéral entre l'Algérie et l'Union européenne lancé en 2012.

// *SDH a bénéficié d'une subvention directe de 221.882 euros afin de former et d'assurer l'insertion professionnelle de 84 jeunes sans emploi. Notre contribution prévoit aussi la formation de 110 artisans et de 40 étudiants en architecture aux pratiques spécifiques du bâti ancien, ainsi que la sensibilisation de 300 étudiants aux questions liées au patrimoine,*

explique Kamel Bereksi.



Les objectifs ont été dépassés, notamment pour ce qui est de la formation de jeunes en situation de déscolarisation puisque 100 apprentis sont sortis avec des diplômes du chantier-école de SDH dans le cadre du PAJE.

D'apprenti à formateur

Taille de pierre, menuiserie, électricité, forge, maçonnerie, plâtrerie, couture, rénovation de charpente et de parquet... Les formations du chantier-école ont toutes un lien avec la préservation du patrimoine et du vieux bâti.

SDH se caractérise également par la possibilité offerte à certains apprentis de devenir formateur. Un statut auquel a pu accéder Abderahmane Taleb Abdelaziz, 21 ans, devenu formateur en menuiserie. « *Je suis arrivé par hasard à SDH. J'avais à peine 14 ans et j'étais en situation d'échec scolaire. Au début, je voulais être tailleur de pierres mais j'ai vite été attiré par les machines de menuiserie et par l'ambiance qui règne dans cet atelier* », dit-il en montrant à ses élèves une série d'outils.

Durant son cursus, son maître l'avait choisi comme formateur-adjoint afin qu'il puisse intervenir auprès d'apprentis en situation de difficulté. Son certificat d'aptitude professionnelle en poche, il travaille d'abord dans des ateliers tout en continuant à consolider ses connaissances grâce à des stages organisés par SDH et ses partenaires. Il participe activement aux travaux de réhabilitation du siège et devient un militant associatif très actif. Percussionniste, il fait partie du groupe de musique de l'association. Abderahmane a contribué à la formation des 100 jeunes stagiaires inscrits dans le programme PAJE.





Des vies se forment dans les salles de classe de SDH. A l'instar de Fatma-Zohra Benabed, 16 ans, qui suit des cours de couture. « *J'ai quitté l'école récemment. J'étais fâchée avec les langues étrangères* », lance-t-elle avec un grand sourire. Les points de piqûres et la broderie n'ont désormais plus de secrets pour Fatma-Zohra. Mais son rêve est de devenir... plâtrière. « *J'aime voir les garçons travailler cette matière. J'ai demandé aux responsables de l'association de me permettre de suivre une formation de placoplatre. J'espère pouvoir la suivre l'année prochaine* », note la jeune fille.

La révolution PAJE

Les actions menées par l'association Santé Sidi El Houari sont au cœur du Programme d'Appui Jeunesse Emploi. « *C'est une véritable révolution qui se prépare grâce au PAJE car nous posons les jalons de nouveaux mécanismes pour la création d'entreprises et l'emploi des jeunes qui seront installés dans toutes les wilayas (départements) d'Algérie. Cette nouvelle organisation permettra une implication directe du mouvement associatif* » assure Hakim Kessal, directeur de l'emploi et coordinateur du PAJE d'Oran, une des quatre wilayas pilotes. Les actions d'intersectorialité et de réseautage permettront de renforcer les compétences des jeunes demandeurs d'emploi ou des créateurs d'entreprises tout en promouvant les principes de citoyenneté.

Pour sa part, Abderezzak Boucherir, le directeur national du PAJE, indique que les résultats attendus par ce programme ne seront que l'évolution logique des politiques de l'emploi et du soutien de la jeunesse engagées depuis les années 90 par les autorités algériennes. « *Les différents mécanismes et les fonds publics engagés en faveur de la jeunesse font que l'Algérie est pionnière en la matière. A l'avenir, l'implication des associations sera renforcée car le PAJE permet de créer des passerelles entre tous les intervenants* », insiste Abderezzak Boucherir.

[EU NEIGHBOURS SOUTH](#)



[ALBUM FLICKR](#)



Plus
d'informations





 @euneighbours

 @euneighbourssouth

 @euneighbours

 www.euneighbours.eu



EU NEIGHBOURS
south